



CONSEIL DES COMMISSAIRES COUNCIL OF COMMISSIONERS

Procès-verbal d'une séance ordinaire du Conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside tenue au centre administratif situé au 7525 chemin de Chambly, Saint-Hubert, Québec le 21 novembre 2017.

Minutes of the proceedings of a regular session of the Council of Commissioners for Riverside School Board held at the Administration Centre located at 7525, chemin de Chambly, St. Hubert, Québec on November 21, 2017.

Le secrétaire général a confirmé qu'il y avait quorum et la commissaire Cuffling a déclaré la séance ouverte à 7 h 35.

The Secretary General established that quorum was met and Commissioner Cuffling called the meeting to order at 7:35 p.m.

COMMISSAIRES PRÉSENTS / COMMISSIONERS PRESENT

P. Booth Morrison
D. Butler
A. Capobianco Skipworth
C. Craig
H. Dumont
G. Giummarra

M. Gour
C. Horrell
L. Llewelyn Cuffling
A. Mazur
D. Smith

Commissaires parents / Parent Commissioners

T. Aguiar
A. Audet
P. Michaud
(one vacant position - un poste vacant)

Par conférence téléphonique/By conference call :
D. Lamoureux

Ayant prévu leurs absences/Regrets :

Aucun/none

Absents/Absences :

Aucune/none

Aussi présents

Sylvain Racette, directeur général
Lucie Roy, directrice générale adjointe et directrice de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle
John McLaren, secrétaire général
Michel Bergeron, directeur des ressources financières
Hélène Coupal, directrice des ressources humaines
Mary Williams, directrice des services éducatifs
Chantale Scroggins, directrice des services complémentaires
Pierre M. Gagnon, directeur des ressources matérielles

Présence notée

Membres du public présents.

Also present

Sylvain Racette, Director General
Lucie Roy, Assistant Director General and Director of Adult and Continuing Education
John McLaren, Secretary General
Michel Bergeron, Director of Financial Resources
Hélène Coupal, Director of Human Resources
Mary Williams, Director of Educational Services
Chantale Scroggins, Director of Complementary Services
Pierre M. Gagnon, Director of Material Resources

Presence noted

Members of the public were present.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR :

IL EST PROPOSÉ par la commissaire Booth Morrison, appuyé par le commissaire Craig, que l'ordre du jour soit modifié en :

En ajoutant :

- 2 (a) « Présentation des vérificateurs »,
- 2 (b) « Dépôt des états financiers de la Commission scolaire pour 2016-2017 » ;

En Remplaçant :

- La deuxième résolution par ce qui suit : « Nomination de représentants autorisés au niveau des services électroniques auprès de clicSÉQUR-Entreprises et de Mon Dossier de Revenu Québec » ;
- La troisième résolution par ce qui suit : « Régime d'emprunts à long terme » ;

et qu'il soit adopté et qu'une copie soit annexée au procès-verbal de cette séance.

ADOPTION OF THE AGENDA:

IT IS MOVED by Commissioner Booth Morrison, seconded by Commissioner Craig, that the agenda be modified by:

By adding:

- 2 (a) "Presentation by the Auditors";
- 2 (b) "Deposit of the Riverside School Board Financial Statements for 2016-2017";

By replacing:

- The second resolution by the following: "Appointment of an Authorized Representatives for Revenu Québec's cliqSecur - entreprises and My Account Electronic Services";
- The third resolution by the following: "Adoption of Long-term Borrowing Plan";

that it be adopted, and that a copy be appended to the Minutes of this meeting.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUS

Yves Labranche et Annie Gendron de la firme Labranche Therrien Daoust Lefrançois étaient présents. Présentation des vérificateurs faite par Yves Labranche.

Yves Labranche et Annie Gendron from the firm Labranche Therrien Daoust Lefrançois were present. Presentation by the Auditors made by Yves Labranche.

Résolution F205-20171121 DÉPÔT DES ÉTATS FINANCIERS DE LA COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE POUR 2016-2017	Resolution F205-20171121 DEPOSIT OF THE RIVERSIDE SCHOOL BOARD FINANCIAL STATEMENTS FOR 2016-2017
ÉTANT DONNÉ que les états financiers 2016 - 2017 ont été préparés en suivant les directives du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ;	WHEREAS the 2016-2017 Financial Statements were prepared in accordance with the regulations of the <i>Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur</i> ;
ÉTANT DONNÉ que ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe et que celui-ci a présenté son rapport au comité de vérification et au Conseil des commissaires ;	WHEREAS the Financial Statements were verified by an external auditor and the report of said auditor was presented to the Audit Committee and the Council of Commissioners;
IL EST PROPOSÉ par le commissaire Mazur, appuyé par le commissaire Michaud, que le	IT IS MOVED by Commissioner Mazur, seconded by Commissioner Michaud, that the deposit of the 2016-2017 Financial

dépôt des états financiers 2016-2017 de la Commission scolaire Riverside soit accepté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Statements for Riverside School Board be accepted.

UNANIMOUS

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 OCTOBRE 2017 :

IL EST PROPOSÉ par le commissaire Mazur, appuyé par le commissaire Michaud, que le procès-verbal de la séance ordinaire du 17 octobre 2017 soit adopté sous réserve de la modification suivante : remplacer le nom de P. Chouinard par P. Michaud.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

ADOPTION OF THE MINUTES OF THE MEETING HELD ON OCTOBER 17, 2017 :

IT IS MOVED by Commissioner Mazur, seconded by Commissioner Michaud, that the Minutes of the meeting held on October 17, 2017 be adopted subject to the following: changing the name of P. Chouinard to P. Michaud.

UNANIMOUS

SUIVI DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 OCTOBRE 2017 :

Aucun suivi.

QUESTIONS DU PUBLIC : 19 h 53

Nous avons reçu des questions du conseil d'établissement de l'école St. Lawrence. M. Racette a répondu ainsi aux questions suivantes :

- *Comment a été déterminé le double zonage exactement?*
Il était offert partout, il n'y avait pas d'incidence sur les coûts de transport.
- *Une grande partie de La Prairie fait partie du bassin mais nous appartenons à une zone plus près de l'école que la partie est qui est zonée. Comment cette décision a été prise? Comment peut-on établir une carte qui est juste? Et pourquoi cette grande portion du territoire fait-elle partie du bassin de fréquentation alors qu'une plus petite portion du territoire se situant plus près de l'école fait partie de deux bassins de fréquentation?*
Nous avons besoin d'identifier un territoire ayant un nombre suffisant d'élèves afin d'offrir une solution si nous faisons face à une situation réelle de surpopulation.
- *Selon cette proposition, nous serons dans un état de stress perpétuel parce que même si notre enfant fréquente l'école St.*

BUSINESS ARISING FROM THE OCTOBER 17, 2017, MINUTES:

No business arising.

QUESTIONS FROM THE PUBLIC: 7:53 p.m.

We received questions from St-Lawrence Governing Board. Mr. Racette responded to the questions raised:

- *How exactly was the dual zone decided?*
It was offered everywhere, it had no impact on transportation costs.
- *A large piece of La Prairie is zoned, we however fall in a zone closer to the school than the Eastern portion, which is zoned. How was this decided? How can we establish a fair map, and why is this large portion zoned in, while a smaller portion which is closer to the school is considered dual zone?*
We needed to identify a territory that had enough students to offer a solution if there is an actual situation of overcrowding.
- *With this proposal we will be in a constant state of stress because even if our child is in St. Lawrence, there is always the threat that she can be moved to St Jude next year.*
Without the zoning, the situation would be the same as the students who are the nearest to the next school would be declared in excess first.

- Lawrence, elle peut être transférée à St. Jude l'année suivante.*
- Même sans le zonage, la situation serait la même car les élèves résidants plus près de la prochaine école seraient considérés excédentaires en premier.
- *Le seul moyen de corriger la situation est d'octroyer un droit acquis aux élèves qui fréquentent l'école actuellement, ainsi qu'à leurs frères et sœurs, ce qui a été fait dans d'autres écoles de la CSR mais pour une raison ou une autre, vous refusez de le faire pour St. Lawrence.*
C'est faisable mais, comme pour les autres écoles de la CSR, il pourrait en résulter le transfert d'élèves appartenant au bassin de fréquentation.
 - *La partie en double zonage avec des listes de priorités a besoin d'un droit acquis, cela devrait être séparé de la liste de priorité. Ce que nous demandons est un droit acquis pour tous les enfants appartenant aux deux bassins de fréquentation, ainsi qu'à leurs frères et sœurs.*
Un droit acquis n'est pas nécessaire lorsque vous êtes encore dans le bassin de fréquentation.
 - *Si les enfants appartenant à deux bassins de fréquentation sont égaux à ceux appartenant à un seul bassin, alors aucun de ces enfants ne devrait vivre avec la peur d'être transféré année après année. C'est la deuxième année que cela se produit et cela devrait être la dernière.*
Aussi longtemps qu'une école sera pratiquement pleine appartenant à une région en croissance, cela se produira. Même pour les élèves appartenant à un bassin de fréquentation si le zonage n'est pas corrigé.
 - *Transport scolaire supplémentaire?*
Non. Le double zonage est offert seulement lorsqu'il n'y a pas de coûts supplémentaires.
 - *Nadia Myers a soulevé des craintes concernant la surpopulation à l'école primaire St. Lawrence avec la proposition de modification de zonage.*
 - *They only way to fix the situation is to have a grandfather clause for existing students and their siblings which has been done at other schools by the RSB but for some reason you clearly refuse to do so for St Lawrence.*
It is doable, but, like in other RSB schools, it could mean having to send in-zone students away.
 - *The dual zone with priority lists needs to have a grandfather clause, it should not be mixed with the priority list. What we are asking for is a grandfather clause for all children in the dual zone as well as their siblings.*
You don't need a grandfathering clause when you are still in-zone.
 - *If dual zone children are equal to zoned children, then none of these children should live with the fear of being displaced to another school year after year. This is the second year this has occurred and should be the last.*
As long as a school almost full is in an area of growth, this will happen. Even to in-zoned students if the zoning is not corrected.
 - *Additional busing?*
No. There is only dual zone offered when there is no extra cost involved.
 - *Nadia Myers raised concerns about the overcrowding at St-Lawrence Elementary School with the re-zoning proposal.*
The Director General responded that the aim is to reduce the overcrowding at John Adam. If nothing is done, and that both John Adam Elementary School and St-Lawrence Elementary School are full, then the students would have to be sent to St-Jude Elementary School.
 - *Sophie Beauchamp said that she has difficulty understanding the zoning maps in that people who are further from the school are "in-zone" while those closest are not because they are dual-zoned.*
The Director General responded that the students closest to the school with available space are given preference. He said that dual zone means being in-zone for two schools.

Le directeur général a répondu que le but est de réduire le problème de surpopulation à l'école John Adam. Si nous ne faisons rien, alors les écoles primaires John Adam et St. Laurence seront pleines et les élèves seront alors transférés à l'école primaire St. Jude.

- *Sophie Beauchamp a déclaré ne pas bien comprendre les plans de zonage parce que le gens résidant plus loin de l'école appartient à un bassin de fréquentation alors que ceux résidant plus près de l'école sont en double zonage.*

Le directeur général a répondu que les élèves habitant plus près de l'école ayant des places disponibles peuvent faire un choix. Il a ajouté que le double zonage implique l'appartenance à deux bassins de fréquentation de deux écoles différentes.

- *André Pelletier a également exprimé des inquiétudes concernant la modification de zonage.*

Le directeur général a répondu qu'il y a une liste de priorité à respecter lorsqu'une école est à pleine capacité.

- *André Pelletier also raised concerns about rezoning. The Director General said that there is a priority list that has to be abided by when a school is full.*

La période de question s'est terminée à 20 h 27. The question period ended at 8:27 p.m.

PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL
Rapport du président – D. Lamoureux

Aucun rapport.

CHAIRMAN AND DIRECTOR GENERAL
Chair's report – D. Lamoureux

No report.

Rapport du directeur général – S. Racette

La commissaire Gour s'est informée quant au représentant du comité de parents. M. Racette lui a donné un suivi.

Director General's report – S. Racette

Commissioner Gour asked about the Parents Committee Representative. Mr. Racette provided an update.

SUIVI

Le protecteur de l'élève a été renommé.

BUSINESS ARISING

Our Student Ombudsman was re-appointed.

LES SUJETS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ATTENTION PARTICULIÈRE

Selon la Politique relative au maintien d'un environnement sécuritaire, respectueux et sans drogues dans les écoles, depuis la dernière séance du Conseil, un élève a été

TOPICS THAT REQUIRED SPECIAL ATTENTION

Policy on Safe, Respectful and Drug-Free Environment in Schools:

expulsé de toutes les écoles et centres de la Commission scolaire Riverside pour trafic de drogues.

RÉUNIONS

Octobre :

- 18 octobre : Conférence téléphonique – budget. Sujet d'actualité : nouveau processus de validation.
- 18 octobre : Réunion du MAC – Sujet d'actualité : Plan d'engagement vers la réussite.
- 19-20 octobre : ADGESBQ – Sujet d'actualité: Plan d'engagement vers la réussite, NEXTSchool, mesures décentralisées.
- 20 octobre : Réunion MEES – réf. Frais de scolarité.
- 25 octobre : Visite de l'école internationale primaire Courtland Park.
- 25-26 octobre : Éducation internationale – Sujet d'actualité : mesures de sécurité pour les élèves internationaux, promouvoir les initiatives internationales.
- 30 octobre : Sous-comité de la politique relative à la réussite éducative.
- 30 octobre : Comité d'éducation. Sujets d'actualité : Politique relative au maintien d'un environnement sécuritaire, respectueux et sans drogues dans les écoles, plan d'engagement vers la réussite et soutien aux enseignants accueillant les élèves internationaux.

Novembre :

- 1^{er} novembre : Équipe responsable de la réussite éducative.
- 2 novembre : Réunion du COPRSAQ. Sujet d'actualité : Politique provinciale relative à la réussite éducative, Institut national d'excellence en éducation.
- 2 novembre: Visite de l'école primaire Mount Bruno.
- 3 novembre : Nicole Ménard – REACH et ACCESS.
- 3 novembre : Visite de l'école secondaire internationale de Saint-Lambert – réf. NEXTSchool.
- 3 novembre : Réunion RAC – Politique relative à la location, Politique de répartition des ressources.

Since the last Council meeting, there has been one expulsion from all schools and centers of Riverside School Board for drug trafficking.

MEETINGS

October:

- October 18 – Conference call – budget – Hot topic: The new validation process.
- October 18 – MAC meeting – Hot topic: The Commitment to Success Plan
- October 19 – 20 – ADGESBQ – Hot topic: Commitment to Success Plan, NEXTSchool, Decentralized measures
- October 20 - MEES meeting re: school fees
- October 25 – Courtland Park International Elementary School visit
- October 25 – 26 – Éducation internationale: Hot topic : Safety measures for international students, promoting international initiatives
- October 30 - Sub-committee on Policy on Educational Success
- October 30 – Education committee. Hot topics: Policy on Safe, Respectful and Drug-Free Environment, Commitment to Success Plan and support to teachers receiving international students

November:

- November 1 – School Success Team
- November 2 – LCEEQ meeting. Hot topic: Provincial Policy on Educational Success, Institute for Excellence in Education
- November 2 – School visit – Mount Bruno Elementary School
- November 3 – Nicole Ménard – REACH and ACCESS
- November 3 – Saint-Lambert International High School visit – re: NEXTSchool
- November 3 – RAC meeting: Rental Policy, Resource Allocation Policy
- November 6 – PED DCM – Board objectives, Commitment to Success Plan, data in real time and ped. discussions Re: school calendar
- November 6 – Parents' Committee meeting: Hot topics: Election of the Advisory Committee on Services for Students with

- 6 novembre : Comité pédagogique des directions – objectifs de la Commission scolaire, plan d'engagement vers la réussite éducative, données en temps réel et discussions pédagogiques. Réf. Calendrier scolaire.
- 6 novembre : Réunion du comité de parents – Sujets d'actualité : élection pour le comité consultatif EHDA, politiques en mode de consultation et préoccupation au niveau de la sécurité dans les écoles.
- 8 novembre : Réunion de l'équipe responsable de la réussite éducative.
- 8 novembre : Visite de l'école St. Johns.
- 13 novembre : Éducation internationale – Suivi des projets en cours dans différents pays.
- 13 novembre : Réunion avec David Birnbaum réf. REACH et ACCESS.
- 14 novembre : Réunion de la MRC. Sujet d'actualité : Politique de gestion.
- 15 novembre : Réunion avec l'équipe de Jean-Sébastien Drapeau réf. Nouvelle autorisation pour ACCESS.
- 16 novembre : Visite du centre ACCESS-Guimond.
- 17 novembre : Réunion de l'ADGESBQ – Sujet d'actualité : Présentations des sous-comités.

ÉVÈNEMENTS

Octobre :

- 18 octobre : Séance d'information concernant la modification de zonage.
- 25 au 27 octobre : Réunion de PROCEDE – Bravo à la commission scolaire hôtesse cette année qui a mis sur pied une conférence exceptionnelle : nous-mêmes (ACCESS) !!!

Novembre:

- 10 novembre – Assemblée générale annuelle de l'ACSAQ : Ateliers très intéressants; bravo à la commissaire Capobianco Skipworth pour son excellente performance devant ses pairs du réseau des commissions scolaires anglophones lors d'une présentation de sa troupe de théâtre.
- 13 novembre – Présentation du projet de loi 105 faite par Me. Jacob.

Special Needs, policies under consultation and safe school concerns

- November 8 – School Success Team meeting
- November 8 – St. Johns School visit
- November 13 – Éducation internationale: Update of projects in numerous countries
- November 13 – Meeting with David Birnbaum re: REACH and ACCESS
- November 14 – MRC meeting: Hot topic: Management Policy
- November 15 – Meeting with Jean-Sébastien Drapeau's team re: ACCESS new authorization
- November 16 – ACCESS Guimond Centre visit
- November 17 - ADGESBQ meeting – Hot topic : Sub-committee presentations

EVENTS

October:

- October 18 – Rezoning information session
- October 25 – 27 : PROCEDE meeting – Hat's Off to the hosting Board who put on an amazing conference: Us (ACCESS)!!!

November:

- November 10 – QESBA AGA: Interesting workshops + Hat's off to our very own commissioner Capobianco Skipworth who gave an amazing performance in front of her peers from the English school boards Association as she was performing with her theatre troupe.
- November 13 – Bill 105 presentation by Me Jacob
- November 21 – Poetry Café – Good Shepherd Elementary School. I want to tip my hat to these amazing Grade 1 students who treated the community with their Fall Poetry Café and yummy goodies.

HATS OFF

Conference for Parents - Best Practices in the Prevention of Drug Use

- 21 novembre – *Poetry Café* à l'école primaire Good Shepherd. Bravo aux élèves extraordinaires de première année qui ont gâté la communauté avec leur poésie et de délicieuses gourmandises.

CHAPEAU

Conférence pour les parents sur les meilleures pratiques en matière de prévention de consommation de drogues.

Comité des parents : (Poste vacant)
Rapport de Patrick Michaud

Parents' Committee: (Vacant Position) Report given by Patrick Michaud

Le comité de parents eut lieu le 6 novembre 2017.

The Parents' Committee met on November 6, 2017.

Discussion sur la nomination de M. Peter Woodruff au poste de remplaceant du protecteur de l'élève.

The appointment of Mr. Peter Woodruff as Student Ombudsman backup was discussed.

Le comité a adopté ses règles internes.

The committee adopted its internal rules.

La prochaine réunion est prévue pour le 4 décembre 2017 à 19 h.

The next meeting is scheduled for December 4, 2017 at 7 p.m.

Comité consultatif EHDA :
Aucun rapport.

Special Needs Advisory Committee:
No report.

RAPPORTS (comités)

COMMITTEE REPORTS (committees)

Exécutif – D. Lamoureux
Aucun rapport.

Executive – D. Lamoureux
No report.

La prochaine réunion est prévue le 5 décembre 2017.

The next meeting is scheduled on Dec 5, 2017.

Consultatif de transport – L. Cuffling
Aucun rapport.

Transportation Advisory – L. Cuffling
No report.

La prochaine réunion est prévue le 5 décembre 2017.

The next meeting is scheduled on December 5, 2017.

Éducation – D. Smith

Education – D. Smith

La réunion du comité d'éducation eut lieu le 30 octobre 2017.

The Education Committee met on October 30, 2017.

Lors des présentations, le directeur général a présenté la nouvelle directrice de l'école REACH, Marie-Helen Goyetche.

Dawn Smith a été élue présidente du comité et Theresa Aguiar, vice-présidente.

Le mandat a été révisée par le comité et a été approuvé tel quel.

Le directeur général a présenté la politique de la réussite éducative. À ce jour, les priorités sont la collaboration, être une organisation d'apprentissage et permettre à tous de souscrire à une formation continue et permanent.

Le plan d'engagement vers la réussite éducative est en cours de développement. Il doit être déposé auprès du gouvernement à la fin du mois d'avril. Un sous-comité y travaille déjà et le processus de consultation a été amorcé afin de bien refléter la vision de la Commission scolaire Riverside.

Le directeur général a présenté les modifications proposées à la Politique relative au maintien d'un environnement sécuritaire, respectueux et sans drogues dans les écoles. Lucie Roy a présenté des modèles alternatifs pour traiter les cas de suspensions. Les directions d'école pourront revoir la politique une dernière fois avant qu'elle soit présentée au Conseil.

Lucie Roy a présenté des statistiques sur les élèves internationaux par catégorie et les mesures et services mis en place pour soutenir ces élèves. Elle a également apporté des idées pour soutenir la croissance du programme.

La prochaine réunion est prévue le 11 décembre 2017 à 18 h 30.

Vérification (Finances/Ressources matérielles)
P. Morrison
Aucun rapport.

During introductions, the Director General introduced us to the new principal of REACH, Marie-Helen Goyetche.

Dawn Smith was elected Chair and Theresa Aguiar Vice Chair.

The mandate was reviewed by the Committee and approved as is.

The Director General presented the Policy on Educational Success. So far, the areas of focus are collaboration, being a learning organization and preparing life-long learners.

The Commitment to Success Plan is in the process of being developed. It must be submitted to the Government at the end of April. A Subcommittee is already working and consultation has begun in order to best reflect the vision of Riverside School Board.

The Director General presented the proposed modifications to the Policy on Safe, Respectful and Drug-free Environment. Lucie Roy presented alternate models for suspensions. The policy will go back to the principals one more time before coming to Council.

Lucy Roy presented the numbers of international students by category and talked of the measures and services in place to support these students. She also spoke of ideas for future growth of the program.

The next meeting is scheduled on Monday, December 11, 2017 at 6:30 p.m.

Audit (Finance/Material Resources) P. Morrison
No report.

Gouvernance et éthique – L. Cuffling

La réunion du comité de gouvernance et d'éthique eut lieu le 7 novembre 2017.

Une discussion eut lieu concernant le projet de règlement sur la procédure d'examen des plaintes qui sera présenté ce soir.

Des mises à jour et discussions ont eu lieu concernant :

- Le contrat du protecteur de l'élève ;
- Le remplaçant du protecteur de l'élève et son contrat ;
- Le formulaire « Conflit d'intérêt » ;
- Le rapport du protecteur de l'élève de Québec ;
- Le rapport 2016-2017 du protecteur de l'élève de la Commission scolaire Riverside.

Il a été proposé qu'une demande soit faite auprès du Conseil afin que le comité exécutif procède à un suivi des recommandations faites dans le rapport annuel.

La prochaine réunion est prévue le 5 décembre 2017 à 19 h.

Governance and Ethics – L. Cuffling

The Governance and Ethics Committee met on November 7, 2017.

The draft bylaw on the Examinations of Complaints was discussed and is before Council this evening.

There were updates and discussions on:

- The Student Ombudsman contract;
- The Student Ombudsman Substitute and the contract;
- The Conflict of Interest forms;
- The Report by the Quebec Ombudsman;
- The Riverside School Board Student Ombudsman's Report 2016-2017.

It was proposed to ask Council that the Executive follow up on the recommendations in the Annual Report.

The next meeting is scheduled for December 5, 2017 at 7 p.m.

Ressources humaines : – H. Dumont

La réunion eut lieu le 10 octobre 2017.

Les membres se sont consultés relativement au plan de regroupement.

Élection de la présidence : Henriette Dumont a été nommée par Charles Horrell et sa nomination a été appuyée par Lori Rodrigues. Élu par acclamation.

Élection de la vice-présidence : Charles Horrell a été nommé par Margaret Gour et sa nomination a été appuyée par Henriette Dumont. Élu par acclamation.

Direction de l'école REACH : Le comité des ressources humaines appuie la nomination de Marie-Helen Goyetche en tant que directrice, et ce, en date du 24 octobre 2017.

Il est également appuyé que Jean-Simon Poirier demeure à l'école REACH durant la période de transition.

Direction adjointe de l'école Harold Napper : Le comité des RH appuie la nomination de Wendy Maher en tant que directrice adjointe, et ce, en date du 23 octobre 2017.

Remplacement à William Latter : François Couture part en congé de maladie. Le comité appuie la décision de le remplacer par Isabelle Lessard en date du 19 octobre 2017. Elizabeth Ford remplace Isabelle Lessard en date du 23 octobre 2017.

Nomination des membres RH au comité du calendrier : Lori Rodrigues et Deena Butler.

Prochaine réunion sur convocation de la présidence.

Human Resources – H. Dumont

The committee met on October 10, 2017.

Members consulted on the regroupment plan.

Election of Chair: Henriette Dumont nominated by Charles Horrell seconded by Lori Rodrigues. Named by acclamation.

Election of Vice-Chair: Charles Horrell nominated by Margaret Gour, seconded by Henriette Dumont. Named by acclamation.

Principal at REACH: The HR Committee supports the appointment of Marie-Helen Goyetche as Principal, effective October 24, 2017.

It is also supported that Jean-Simon Poirier stay on for the transition period.

Vice Principal at Harold Napper: The HR Committee supports the appointment of Wendy Maher as Vice Principal, effective October 23, 2017.

William Latter Replacement: François Couture will be going off on medical leave. The committee supports that Isabelle Lessard replace him, effective October 19, 2017. Elizabeth Ford will replace Isabelle Lessard as of October 23, 2017.

Nomination of HR members to the Calendar Committee: Lori Rodrigues and Deena Butler.

The next meeting is at the call of the Chair.

**Marketing et communications A. Capobianco
Skipworth**

La réunion eut lieu le 14 novembre 2017.
Nouveau membre : Sophie Lapointe

Nous avons accueilli avec enthousiasme un nouveau membre au sein du comité : Sophie Lapointe, directrice de l'école primaire Mountainview. Le comité est heureux de compter un membre de la direction parmi ses membres et nous avons bien hâte de travailler avec elle.

La Politique relative à la communication a été finalisée et le comité a l'intention de la soumettre au comité exécutif afin qu'elle soit révisée lors de leur réunion du 5 décembre 2017.

Nous avons également finalisé la publicité pour l'évènement « Il y a du talent à la CSR » et elle est présentement en révision auprès du comité social et sera présentée au comité directeur la semaine prochaine pour approbation.

Le communiqué des fêtes en est en cours de préparation.

Prochaine réunion sur convocation de la présidence.

**Marketing and Communications - A.
Capobianco Skipworth**

The committee met on November 14, 2017.
Sophie Lapointe newest member.

The newest member, Mrs. Sophie Lapointe, principal of Mountainview Elementary School, was welcomed with enthusiasm. The committee is very pleased to have an administrator as part of the committee and looks forward to working with her.

The Communications Policy was finalized and the committee intends to send it to the Executive for review at their December 5, 2017 meeting.

We also completed the Ad for the RSB's Got Talent which is now being reviewed by the Social Committee and will be brought to the Steering Committee next week for approval.

The communication message for the holiday season is being prepared.

The next meeting is at the call of the chair.

ACSAQ – A. Capobianco Skipworth

J'ai assisté à la réunion du Conseil d'administration à Saint-Sauveur ainsi qu'aux séances de perfectionnement et à l'assemblée générale annuelle.

L'ACSAQ a rendu hommage à leur ancien président, David Daoust, en lui présentant le prix de distinction de mérite (Award of Merit).

Parmi les présentateurs, il y avait :

- Dr. Steve Edwards : Comme à son habitude, Dr. Edwards nous a offert une excellente conférence sur l'éducation au 21^e siècle; enseigner et apprendre, l'importance du climat scolaire et la réussite éducative aujourd'hui.
- Noel Burke : Elle a fait une présentation intitulée « The NEXT School Project ». Le projet NEXT School a pour but de rendre les écoles beaucoup plus proactives face aux besoins changeants des élèves et communautés. L'objectif est d'établir des environnements pédagogiques qui fournissent différentes expériences d'enseignement et d'apprentissage et d'intégrer pleinement les compétences du 21^e siècle à tous les aspects de l'expérience d'apprentissage des élèves.
- Ainé Fred Kely - *Ours doux marchant* : Kizhebowse Maakwa est membre de Midewin, une société de la Loi et de la Médecine sacrée des Anishinaabe. Pour citer l'ainé Kelly, il ne nous a pas enseigné quelque chose mais il a plutôt partagé son savoir et ses expériences avec nous. J'ai eu le privilège de rencontrer Ours doux marchant l'an dernier, à Winnipeg, à l'ACCCS, et j'étais tout aussi émerveillée de le rencontrer à l'époque.

L'assemblée générale annuelle eut lieu après les conférences. Les états financiers ont également été présentés et la présidente de l'ACSAQ, Jennifer Maccarone, a terminé la journée avec son discours sur l'état de l'association.

Les élections pour la présidence et vice-présidence de l'ACSAQ n'ont pas eu lieu car

QESBA – A. Capobianco Skipworth

I attended the Board of Directors Meeting in St-Sauveur which also included the PD sessions and AGM.

QESBA honoured Past President, David Daoust with the Award of Merit.

The presenters included:

- Dr. Steve Edwards: As usual Dr. Edwards gave an excellent conference on education in the 21st Century; teaching and learning, importance of school climate and student success in modern times.
- Noel Burke: Gave a presentation entitled "The NEXT School Project". Next School is an answer to the call for schools to become more proactive in their response to the changing needs of students and their communities. The goal is the establishment of learning environments that provide an array of enriched teaching-learning experiences, and to fully integrate future-ready competencies into the students' lifelong and life wide learning experience.
- Elder Fred Kelly aka Kind Walking Bear: He is Kizhebowse Maakwa, a member of Midewin, the Sacred Law and Médecine Society of the Anishinaabe. To quote Elder Kelly, he did not teach us but rather shared his knowledge and experiences with us. I had the privilege of meeting Kind Walking Bear last year in Winnipeg at the CSBA, and I was as much in awe to be in his presence this time.

The AGM took place after the presentations. Financial reports were given as well as the State of the Association Address by Jennifer Maccarone, QESBA President.

Elections for president and vice president of QESBA were not held as Jennifer Maccarone was acclaimed President and Dan Lamoureux was acclaimed Vice President.

Everyone was reminded to look for the weekly message for additional up-to-date information.

The next Board of a Directors Meeting will take place at the QESBA Board offices in Dorval on December 1, 2017.

Jennifer Maccarone fut élue par acclamation présidente et Dan Lamoureux, vice-président.

Gardez l'œil ouvert pour la communication hebdomadaire pour des informations à jour.

La prochaine réunion du Conseil d'administration aura lieu aux bureaux administratifs de l'ACSAQ, à Dorval le 1^{er} décembre 2017.

<p>Résolution F206-20171121 COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE NEQ 8831850134</p> <p>REPRESENTANTS AUTORISÉS AU NIVEAU DES SERVICES ÉLECTRONIQUES AUPRÈS DE clicSÉCUR-ENTREPRISES ET DE MON DOSSIER DE REVENU QUÉBEC</p>	<p>Resolution F206-20171121 RIVERSIDE SCHOOL BOARD NEQ 8831850134</p> <p>APPOINTMENT OF AUTHORIZED REPRESENTATIVES FOR REVENU QUEBEC'S cliqSÉCUR - ENTREPRISES AND MY ACCOUNT ELECTRONIC SERVICES</p>
<p>IL EST RÉSOLU QUE Michel Bergeron, directeur au service des ressources financières et transport, Suzanne Lamoureux, directrice adjointe au service des ressources financières et Lynnette Golden, agente de gestion financière soient autorisés à :</p>	<p>IT IS PROPOSED THAT Michel Bergeron, Director of Financial Resources and Transportation, Suzanne Lamoureux, Assistant Director of Financial Resources and Lynnette Golden, Financial Officer, be authorized to:</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Consulter le dossier de l'entreprise et agir au nom et pour le compte de l'entreprise, pour toutes les périodes et toutes les années d'imposition (passées, courantes et futures), ce qui inclut le pouvoir de participer à toute négociation avec Revenu Québec, en ce qui concerne tous les renseignements que ce dernier détient au sujet de l'entreprise pour l'application ou l'exécution des lois fiscales, de la Loi sur la taxe d'accise et de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, en communiquant avec lui par téléphone, en personne, par écrit ou au moyen des services en ligne ; • Effectuer l'inscription de l'entreprise aux fichiers de Revenu Québec ; • Signer une autorisation ou une procuration au nom et pour le compte de l'entreprise, y renoncer ou la révoquer, selon le cas ; • Effectuer l'inscription de l'entreprise à clicSÉCUR – Entreprises et à Mon dossier pour les entreprises; • Consulter le dossier de l'entreprise et agir au nom et pour le compte de l'entreprise, conformément aux conditions d'utilisation de 	<ul style="list-style-type: none"> • View the business's file and act in the name and on behalf of the business for all periods and taxation years (past, present and future), including participating in any negotiations with Revenu Québec involving any information Revenu Québec holds about the business for the application or enforcement of tax legislation, the Excise Tax Act and the Act to facilitate the payment of support by communicating with Revenu Québec by telephone, in person, in writing or through online services; • Register the business for Revenu Québec's files; • Sign an authorization or power of attorney in the name and on behalf of the business, waive or revoke it, as the case may be; • Register the business's registration with clicSÉCUR - Entreprises and My Business Account; • View the business's file and act in the name and on behalf of the business, in accordance with the conditions of use of My Business Account, which you can consult on

<p>Mon dossier pour les entreprises, que vous pouvez consulter sur le site Internet de Revenu Québec et que vous pouvez accepter.</p>	<p>the Revenu Québec website and which you can accept.</p>
<p>Le Conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside accepte que le ministre du Revenu communique aux représentants, par téléphone, en personne, par écrit ou par voie électronique, les renseignements dont il dispose sur l'entreprise et qui sont nécessaires à l'inscription à Mon dossier pour les entreprises ou aux fichiers de Revenu Québec.</p>	<p>The Council of Commissioners of Riverside School Board accepts that the Minister of Revenu communicate to the representatives, by telephone, in person, in writing or electronically, any information he / she has about the business that is necessary for registration in My Business Account or for Revenu Québec files.</p>
<p>Il EST PROPOSÉ par le commissaire Michaud, appuyé par le commissaire Mazur, de nommer monsieur Michel Bergeron, directeur aux ressources financières, Madame Suzanne Lamoureux, directrice adjointe aux ressources financières et madame Lynnette Golden, agente de gestion financière, à titre de représentants autorisés au niveau des services électroniques auprès de clicSÉCUR-Entreprises et de Mon dossier de Revenu Québec.</p> <p style="text-align: center;">ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ</p>	<p>IT IS MOVED by Commissioner Michaud, seconded by Commissioner Mazur, to appoint Mr. Michel Bergeron, Director of Financial Resources and Transportation, Mrs. Suzanne Lamoureux, Assistant Director of Financial Resources and Mrs. Lynnette Golden, Financial Management Agent, as authorized representatives at the electronic services level at clicSÉCUR - Entreprises and My Account from Revenu Québec.</p> <p style="text-align: center;">UNANIMOUS</p>
<p>Résolution F207-20171121 RÉGIME D'EMPRUNTS À LONG TERME</p>	<p>Resolution F207-20171121 LONG-TERM BORROWING PLAN</p>
<p>ATTENDU QUE, conformément à l'article 78 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), Commission scolaire Riverside (ci-après dénommé l'« Emprunteur ») désire instituer un régime d'emprunts lui permettant d'effectuer, de temps à autre d'ici le 30 septembre 2018, des emprunts à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, pour un montant n'excédant pas 6 263 000 \$;</p>	<p>WHEREAS in accordance with section 78 of the Financial Administration Act (RLRQ, Chapter A-6.001), Riverside School Board (<i>hereinafter referred to as the Borrower</i>) plans to contract long-term borrowings up to a total amount outstanding of \$6,263,000 until September 30, 2018;</p>
<p>ATTENDU QUE, conformément à l'article 83 de cette loi, l'Emprunteur désire prévoir, dans le cadre de ce régime d'emprunts, que le pouvoir d'emprunter et celui d'en approuver les conditions et modalités soient exercés par au moins deux de ses dirigeants ;</p>	<p>WHEREAS in accordance with section 83 of the said Act that the Borrower may, under such long-term borrowing plan, grant the exercise of its borrowing power or the power to approve its terms and conditions to at least two of its executives;</p>
<p>ATTENDU QU'il y a lieu d'instituer un régime d'emprunts permettant à l'Emprunteur d'effectuer des emprunts à long terme,</p>	<p>WHEREAS it is deemed appropriate to institute a borrowing plan allowing the Borrower to make long-term loans, establish</p>

<p>d'établir le montant maximum des emprunts qui pourront être effectués en vertu de celui-ci, ainsi que les caractéristiques et limites relativement aux emprunts à effectuer et d'autoriser des dirigeants de l'Emprunteur à conclure tout emprunt en vertu de ce régime et à en approuver les conditions et modalités ;</p>	<p>the maximum amount of the borrowings that may be made under the plan, as well as the characteristics and limits in relation to the borrowings to be made and authorize the executives of the Borrower to conclude any borrowing transaction under such plan, and to approve the terms and conditions;</p>
<p>ATTENDU QUE le ministre de l'Éducation, et de l'Enseignement supérieur (le « Ministre ») a autorisé l'institution du présent régime d'emprunts, selon les conditions auxquelles réfère sa lettre du 8 novembre 2017 ;</p>	<p>WHEREAS the Minister of Education and Higher Education (<i>hereinafter referred to as the Minister</i>) has authorized the institution of this borrowing plan, according to the conditions referred to in his letter of November 8, 2017;</p>
<p>IL EST PROPOSÉ par le commissaire Mazur, appuyé par le commissaire Michaud :</p>	<p>IT IS MOVED by Commissioner Mazur, seconded by Commissioner Michaud;</p>
<p>1. QU'un régime d'emprunts en vertu duquel l'Emprunteur peut, sous réserve des caractéristiques et limites énoncées ci-après, effectuer de temps à autre d'ici le 30 septembre 2018, des emprunts à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, pour un montant n'excédant pas 6 263 000 \$, soit institué ;</p>	<p>1. THAT a borrowing plan, under which the Borrower may, subject to the characteristics and limits stated hereinafter, conclude from time to time, from now to September 30, 2018, long-term borrowing transactions for not more than \$6,263,000, be instituted;</p>
<p>2. QUE les emprunts à long terme effectués par l'Emprunteur en vertu du présent régime d'emprunts soient sujets aux caractéristiques et limites suivantes :</p>	<p>2. THAT the borrowing transactions made by the Borrower under this borrowing plan be subject to the following characteristics and limits:</p>
<p>a) malgré les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, l'Emprunteur ne pourra, au cours de chacune des périodes de quinze (15) mois s'étendant du 1^{er} juillet au 30 septembre et comprises dans la période visée au paragraphe 1, effectuer des emprunts qui auraient pour effet que le montant total approuvé pour l'Emprunteur, pour une telle période, par le Conseil du trésor au titre de la programmation des emprunts à long terme des commissions scolaires, soit dépassé ;</p>	<p>a) despite the provisions of paragraph 1 above, the Borrower may not, during each of the fifteen (15) month periods extending from July 1st to September 30th and included in the period covered in paragraph 1, make borrowing transactions that would result in the total amount approved for the Borrower, for such period, by the Conseil du trésor on account of the long-term borrowing program for school boards being exceeded;</p>
<p>b) l'Emprunteur ne pourra effectuer un emprunt à moins de bénéficier d'une subvention du gouvernement du Québec conforme aux normes établies par le</p>	<p>b) the Borrower may not make a borrowing transaction unless it receives a subsidy from the Québec government in accordance with the standards established</p>

<p>Conseil du trésor, au titre de l'octroi ou de la promesse de subventions aux commissions scolaires, ainsi qu'aux termes et conditions déterminés par le Ministre et pourvoyant au paiement en capital et intérêt de l'emprunt concerné même si, par ailleurs, le paiement de cette subvention est sujet à ce que les sommes requises à cette fin soient votées annuellement par le Parlement ;</p>	<p>by the Conseil du trésor for the granting or the promise of subsidies to school boards as well as with the terms and conditions determined by the Minister and providing for the payment of the principal and interest of the borrowing concerned even if, otherwise, payment of such subsidy is subject to the funds required for such purpose be voted annually by Parliament;</p>
<p>c) chaque emprunt ne pourra être effectué qu'en monnaie légale du Canada auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement ;</p>	<p>c) each borrowing transaction may be made only in legal currency of Canada to the Minister of Finance, as manager of the Financing Fund;</p>
<p>d) le produit de chaque emprunt ne pourra servir, outre le paiement des frais inhérents à l'emprunt concerné, que pour financer les dépenses d'investissement et les dépenses inhérentes aux investissements de l'Emprunteur subventionnées par le Ministre ;</p>	<p>d) the proceeds of each borrowing transaction may be used, other than for the payment of the expenses inherent in the borrowing, only to fund the capital expenditures and the expenses inherent in the investments of the Borrower subsidized by the Minister according to the budgetary rules;</p>
<p>3. QU'aux fins de déterminer le montant total auquel réfère le paragraphe 1 ci-dessus, on ne tienne compte que de la valeur nominale des emprunts effectués par l'Emprunteur ;</p>	<p>3. THAT for the purposes of determining the total amount to which paragraph 1 above refers, only the face amount of the borrowings made by the Borrower is taken into account;</p>
<p>4. QU'en plus des caractéristiques et limites énoncées précédemment, les emprunts comportent les caractéristiques suivantes :</p>	<p>4. THAT, in addition to the characteristics and limits stated above, loans include the following characteristics:</p>
<p>a) L'emprunteur pourra contracter un ou plusieurs emprunts pendant toute la durée du régime d'emprunts jusqu'à concurrence du montant qui y est prévu, et ce, aux termes d'une seule et unique convention de prêt à conclure entre l'Emprunteur et le ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement ;</p>	<p>a) the Borrower may contract one or more loans throughout the duration of the borrowing plan, up to the amount provided therein and subject to the conditions of a single loan agreement concluded between the Borrower and the Minister of Finance, as manager of the Financing Fund;</p>
<p>b) chaque emprunt sera constaté par un billet fait à l'ordre du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement ;</p>	<p>b) each loan shall be documented by a note made out to the Minister of Finance, as manager of the Financing Fund;</p>
<p>c) le taux d'intérêt payable sur les emprunts sera établi selon les critères déterminés par le gouvernement en vertu du décret</p>	<p>c) the rate of interest payable on loans shall be set on the basis of criteria established by the government under Decree No. 1267-</p>

<p>numéro 1267-2001 du 24 octobre 2001, modifié par les décrets numéro 1057-2013 du 23 octobre 2013 et numéro 1152-2015 du 16 décembre 2015, tel que ce décret peut être modifié ou remplacé de temps à autre; et</p>	<p>2001 of October 24, 2001, modified under Decree number 1057-2013 of October 23, 2013 and number 1152-2015 of December 16, 2015, as said Decree may be amended or replaced from time to time; and</p>
<p>d) aux fins d'assurer le paiement à l'échéance du capital de chaque emprunt et des intérêts dus sur celui-ci, la créance que représente pour l'Emprunteur la subvention qui lui sera accordée par le Ministre, au nom du gouvernement du Québec, sera affectée d'une hypothèque mobilière sans dépossession en faveur du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement.</p>	<p>d) in order to ensure that payment at maturity of the principal of each loan and the interest due thereupon, the receivable for the Borrower represented by the grant to be awarded to the Borrower by the Minister, on behalf of the Government of Québec, shall be the subject of a chattel mortgage without dispossession in favor of the Minister of Finance, as manager of the Financing Fund;</p>
<p>5. QUE l'Emprunteur soit autorisé à payer, à même le produit de chaque emprunt contracté en vertu du présent régime, les frais d'émission et les frais de gestion qui auront été convenus;</p>	<p>5. THAT the Borrower be authorized to pay, from the proceeds of each loan contracted under this plan, the agreed costs of issuance and management;</p>
<p>6. QUE l'un ou l'autre des dirigeants suivants :</p> <p>Le président du Conseil des commissaires ; ou le directeur général ; ou le directeur général adjoint ; ou le directeur des ressources financières et du transport</p> <p>de l'Emprunteur, pourvu qu'ils soient deux agissant conjointement, soit autorisé, au nom de l'Emprunteur, à signer la convention de prêt, la convention d'hypothèque mobilière et le billet, à consentir à toute clause et garantie non substantiellement incompatible avec les dispositions des présentes, à livrer le billet, à apporter toutes les modifications à ces documents non substantiellement incompatibles avec les présentes, ainsi qu'à poser tous les actes et à signer tous les documents, nécessaires ou utiles, pour donner plein effet aux présentes ;</p>	<p>6. THAT any of the following executives:</p> <p>the Chairman; or the Director General; or the Assistant Director General; or the Director of Finance and Transportation</p> <p>of the Borrower, providing there are two of them acting jointly, be authorized, on behalf of the Borrower, to sign the loan agreement, the chattel mortgage agreement and the note, consent to any laws or guarantees not substantially incompatible with the provisions hereof, issue the note, make any amendments to the aforesaid documents not substantially incompatible herewith, as well as take any action and sign any document necessary or useful to give full effect hereto;</p>
<p>7. QUE, dans la mesure où l'Emprunteur a déjà adopté une résolution instituant un régime d'emprunts pour les mêmes fins, la présente résolution remplace la résolution</p>	<p>7. THAT, should the Borrower have already passed a resolution instituting a long-term borrowing plan, this resolution replaces the earlier resolution, without affecting the</p>

<p>antérieure, sans pour autant affecter la validité des emprunts conclus sous son autorité avant la date du présent régime d'emprunts.</p> <p style="text-align: center;">ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ</p>	<p>validity of the borrowings made under its authority before the date of this borrowing plan.</p> <p style="text-align: right;">UNANIMOUS</p>
<p>Résolution B637-20170124 ADOPTION DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 2017-2020</p> <p>CONSIDÉRANT que le Conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside reconnaît que l'augmentation de sa population dans certaines régions crée des défis étant donné les capacités d'accueil aux écoles primaires William Latter, John Adam Memorial et St. Lawrence ;</p>	<p>Resolution B637-20171121 ADOPTION OF PLANNING DOCUMENTS FOR 2017-2020</p> <p>WHEREAS Riverside School Board's Council of Commissioners recognizes that a growth of its population in certain regions is creating challenges given the building capacity of William Latter Elementary School, John Adam Memorial School and St. Lawrence Elementary School;</p>
<p>CONSIDÉRANT que le Conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside reconnaît que des mesures doivent être mises en place afin de résoudre les enjeux de surpopulation dans ces bâtiments ;</p>	<p>WHEREAS Riverside School Board's Council of Commissioners recognizes that measures need to be implemented to address the overcrowding of these buildings;</p>
<p>CONSIDÉRANT que lors de sa réunion ordinaire du 15 novembre 2016, le Conseil a reçu le document de planification 2017-2020 pour la période de consultation du 17 novembre 2016 au 16 janvier 2017. (Résolution B596-20161115) ;</p>	<p>WHEREAS at its November 15, 2016 regular meeting, Council received the planning document for 2017-2020 for consultation from November 17, 2016 to January 16, 2017. (Resolution B596-20161115);</p>
<p>CONSIDÉRANT qu'à la suite de ce premier processus de consultation, le Conseil a souhaité revoir et réanalyser en profondeur les alternatives présentées par la communauté, ainsi que revoir les programmes et les modèles de prestation des services de la Commission scolaire Riverside ;</p>	<p>WHEREAS, as a result of this first consultation process, Council wished to review and re-analyze thoroughly alternatives that were presented by the community, as well as review Riverside School Board programs and delivery models;</p>
<p>CONSIDÉRANT que le Conseil, à sa réunion ordinaire du 23 mai 2017, a reçu le document de planification pour 2018-2019 pour la période de consultation du 25 mai 2017 au 10 novembre 2017 (Résolution B615-20170523) ;</p>	<p>WHEREAS Council, at its May 23, 2017 regular meeting, received the planning document for 2018-2019 for consultation from May 25, 2017 to November 10, 2017 (Resolution B615-20170523);</p>
<p>CONSIDÉRANT que le Conseil a examiné les commentaires reçus au cours des deux périodes de consultation ;</p>	<p>WHEREAS Council reviewed the feedback received during both consultation periods;</p>

<p>CONSIDÉRANT que le Conseil s'est engagé à mettre en œuvre des solutions pour l'année scolaire 2018-2019;</p>	<p>WHEREAS Council is committed to implementing solutions for the 2018-2019 school year;</p>
<p>IL EST PROPOSÉ par le commissaire Lamoureux, appuyé par la commissaire Cuffling, que les documents suivants soient adoptés tels que soumis pour consultation, sans amendements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Politique relative aux critères d'admission et d'inscription</i> • <i>Planification pour nos écoles pour l'année scolaire 2018-2019</i> <p>L'amendement suivant fut proposé par le commissaire Giummarra, appuyé par la commissaire Gour ;</p> <p><i>« Que la région au nord de l'autoroute 132 soit retirée de la proposition de modification de territoire. »</i></p>	<p>IT is moved by Commissioner Lamoureux, seconded by Commissioner Cuffling, that the following documents be adopted without any amendments:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Policy on the Enrolment Criteria for Registration</i> • <i>Zoning for the 2018-2019 School Year</i> <p>The following Amendment is proposed by Commissioner Giummarra, seconded by Commissioner Gour:</p> <p><i>"That the area north of route 132 be removed from the zoning proposal."</i></p>
<p style="text-align: center;">AMENDEMENT REJETÉ</p> <p>L'amendement suivant fut proposé par le commissaire Giummarra, appuyé par la commissaire Gour ;</p> <p><i>« Que la partie nord de l'autoroute 132 fasse partie du bassin de fréquentation des écoles St. Lawrence et John Adam. »</i></p>	<p style="text-align: center;">AMENDMENT DEFEATED</p> <p>The following Amendment is proposed by Commissioner Giummarra, seconded by Commissioner Gour:</p> <p><i>"That the area north of route 132 be dual-zoned between St-Lawrence and John Adam."</i></p>
<p style="text-align: center;">AMENDEMENT ACCEPTÉ</p> <p>L'amendement suivant fut proposé par le commissaire Giummarra, appuyé par la commissaire Cuffling, de procéder à l'amendement suivant ;</p> <p><i>« La région du Vieux-Laprairie, que la partie située entre l'autoroute 132 et le fleuve Saint-Laurent ne fasse pas partie du double zonage mais appartienne plutôt au bassin unique de fréquentation pour l'école St. Lawrence. »</i></p>	<p style="text-align: center;">AMENDMENT PASSED</p> <p>The following Amendment is proposed by Commissioner Giummarra, seconded by Commissioner Cuffling:</p> <p><i>"The Area in Old Laprairie to remove dual zone located between Route 132 and the St-Lawrence river to being single-zoned for St-Lawrence School."</i></p>
<p style="text-align: center;">AMENDEMENT REJETÉ</p>	<p style="text-align: center;">AMENDMENT DEFEATED</p>
<p>La discussion reprend sur la motion principale.</p> <p style="text-align: center;">MOTION ACCEPTÉE</p>	<p>Discussion resumed on main motion.</p> <p style="text-align: center;">MOTION ADOPTED</p>

<p>Resolution I001-20171121 REQUÊTE AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES) POUR LE FINANCEMENT POUR UN PROJET D'AGRANDISSEMENT POUR UNE ÉCOLE À CANDIAC OU DELSON</p>	<p>Resolution I001-20171121 REQUEST TO THE "MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES) » FOR THE FINANCING OF A SCHOOL EXTENSION IN CANDIAC OR DELSON</p>
<p>CONSIDÉRANT que la croissance de la population dans la Montérégie-Ouest est une préoccupation pour la Commission scolaire Riverside ;</p>	<p>WHEREAS the growth of the elementary school population in the Montérégie-Ouest is of concern to Riverside School Board;</p>
<p>CONSIDÉRANT que l'évolution des développements résidentiels à La Prairie, Saint- Philippe, Candiac, Delson, Sainte-Catherine, Saint-Constant, Saint-Mathieu, Saint-Édouard, Saint-Rémi (collectivement «Montérégie-Ouest») a contribué à cette augmentation;</p>	<p>WHEREAS the evolution of housing developments in La Prairie, St. Philippe, Candiac, Delson, Ste. Catherine, St. Constant, St. Mathieu, St. Edouard, St. Rémi (collectively "Montérégie-Ouest") has contributed to the increase;</p>
<p>CONSIDÉRANT que cette croissance démographique en Montérégie-Ouest est documentée par Statistiques Canada ;</p>	<p>WHEREAS this increase in population growth in Montérégie-Ouest region is documented by Statistics Canada;</p>
<p>CONSIDÉRANT que la capacité maximale des écoles en Montérégie-Ouest de la Commission scolaire Riverside a été atteinte ;</p>	<p>WHEREAS the limited school capacity in Montérégie-Ouest of Riverside School Board has been reached;</p>
<p>CONSIDÉRANT que la Commission scolaire Riverside éprouve une croissance démographique semblable à celle de la Commission scolaire des Grandes Seigneuries ;</p>	<p>WHEREAS Riverside School Board is experiencing population growth similar to the one Commission scolaire des Grandes Seigneuries is experiencing;</p>
<p>IL EST PROPOSÉ par le commissaire Giummarra, appuyé par la commissaire Gour, de faire une demande au MÉES pour une approbation pour la Commission scolaire Riverside au financement nécessaire pour une extension d'une école à Candiac ou à Delson.</p> <p>Une discussion s'en suit. Le commissaire Giummarra déclare que cette résolution est de nature préventive. La commissaire Smith demande quels sont les coûts pour préparer une requête auprès du Ministère. Les coûts représentent environ 10 000 \$ selon le service des ressources matérielles. Le commissaire Giummarra dit que des travaux préliminaires ont été effectués, réduisant les coûts de la soumission. Le président Lamoureux ajoute qu'aucune analyse adéquate n'a été effectuée pour appuyer cette requête.</p> <p style="text-align: center;">MOTION REJETÉE</p>	<p>IT IS PROPOSED by Commissioner Giummarra, seconded by commissioner Gour, to request to the MEES the approval to the Riverside School Board for the financing required to add a school extension in either Candiac or Delson.</p> <p>A discussion ensued. Comm. Giummarra said that is a pre-emptive resolution. Comm. Smith asked for the cost of preparing a request to the Ministry. The cost would be approximately \$10,000 according to Material Resources. Comm. Giummarra said that preliminary work has been done which would reduce the cost of the submission. Chair Lamoureux said that there is no proper analysis that was made in support of this request.</p> <p style="text-align: center;">MOTION DEFEATED</p>

<p>Résolution B638-20171121 ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 1 AMENDÉ – PROCÉDURES DES SÉANCES DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE</p>	<p>Resolution B638-20171121 ADOPTION OF AMENDED BY-LAW 1 – GENERALITIES AND MEETINGS OF THE COUNCIL OF COMMISSIONERS OF RIVERSIDE SCHOOL BOARD</p>
<p>CONSIDÉRANT que la <i>Loi sur l'Instruction publique</i> a été modifiée par le projet de loi 105 (2016, chapitre 26, l'article 27) ;</p>	<p>WHEREAS the Education Act was amended by Bill 105 (2016, chapter 26, section 27);</p>
<p>CONSIDÉRANT que le Règlement Numéro 1 amendé – Procédures des séances du conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside a dû être modifié pour se conformer à la nouvelle version de l'article 169 de la <i>Loi sur l'Instruction publique</i> ;</p>	<p>WHEREAS By-Law 1 – Generalities and Meetings of the Council of Commissioners of Riverside School Board had to be amended to comply with the new version of section 169 of the Education Act;</p>
<p>IL EST PROPOSÉ par la commissaire Smith, appuyé par le commissaire Michaud, que le Règlement Numéro 1 amendé – Procédures des séances du conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside soit adopté tel que modifié.</p> <p style="text-align: center;">ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ</p>	<p>IT IS MOVED by Commissioner Smith, seconded by Commissioner Michaud, that the amended By-Law 1 – Generalities and Meetings of the Council of Commissioners of Riverside School Board be adopted as modified.</p> <p style="text-align: center;">UNANIMOUS</p>
<p>Résolution B639-20171121 DÉPÔT DU RÈGLEMENT 14 AMENDÉ – PROCÉDURES D'EXAMEN DES PLAINTES POUR FINS DE CONSULTATION</p>	<p>Resolution B639-20171121 DEPOSIT FOR CONSULTATION OF THE AMENDED BY-LAW 14 – EXAMINATION OF COMPLAINTS PROCEDURE</p>
<p>CONSIDÉRANT que le comité de gouvernance et d'éthique a examiné le Règlement 14 amendé – (Procédures d'examen des plaintes) afin d'intégrer la révision d'une décision du Conseil des commissaires et de rationaliser la procédure de résolution de problèmes et d'élaborer une procédure d'examen des plaintes ;</p>	<p>WHEREAS the Governance and Ethics committee has reviewed By-Law 14 – (Examination of Complaints) to incorporate the reconsideration of a decision by the Council of Commissioners and to streamline the Problem Resolution Procedure and to devise an Examination of Complaints Procedure;</p>
<p>IL EST PROPOSÉ par le commissaire Horrell, appuyé par la commissaire Dumont, que le Règlement 14 amendé – Procédures d'examen des plaintes soit reçu pour fins de consultation du 27 novembre 2017 au 19 janvier 2018; et</p>	<p>IT IS MOVED by Commissioner Horrell, seconded by Commissioner Dumont, that the revised draft By-Law 14: Examination of Complaints Procedure be received for consultation to run from November 27, 2017 to January 19, 2018; and</p>
<p>QU'il soit adopté à la séance régulière du 23 janvier 2018 du Conseil des commissaires.</p> <p style="text-align: center;">ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ</p>	<p>THAT it be adopted at the January 23, 2018 regular meeting of the Council of Commissioners.</p> <p style="text-align: center;">UNANIMOUS</p>

Résolution B640-20171121 RÉCEPTION DU RAPPORT DU PROTECTEUR DE L'ÉLÈVE POUR 2016- 2017	Resolution B640-20171121 RECEIPT OF THE 2016 - 2017 STUDENT OMBUDSMAN REPORT
CONSIDÉRANT que le protecteur de l'élève a soumis son rapport annuel pour 2016-2017;	WHEREAS the Student Ombudsman has submitted his annual report for 2016 - 2017;
IL EST PROPOSÉ par la commissaire Smith, appuyé par le commissaire Horrell, que le rapport du protecteur de l'élève pour 2016-2017 soit accepté. ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ	IT IS MOVED by Commissioner Smith, seconded by Commissioner Horrell, that the 2016-2017 Student Ombudsman Report be accepted. UNANIMOUS
Résolution B641-20171121 NOMINATION DU SUBSTITUT DU PROTECTEUR DE L'ÉLÈVE	Resolution B641-20171121 APPOINTMENT OF A STUDENT OMBUDSMAN SUBSTITUTE
CONSIDÉRANT que l'article 220.2 de la Loi sur l'Instruction publique exige la commission scolaire à désigner un protecteur de l'élève après consultation du comité de parents et sur la recommandation du comité de gouvernance et d'éthique ;	WHEREAS Section 220.2 of the Education Act states that the School Board must designate a Student Ombudsman after consultation with the Parents' Committee and on the recommendation of the Governance and Ethics committee;
CONSIDÉRANT que le comité de parents fut consulté le 5 juin 2017 et le 2 octobre 2017 au sujet de la nomination du protecteur de l'élève ;	WHEREAS the Parents' Committee was consulted on June 5, 2017 and October 2, 2017 regarding the appointment of the Student Ombudsman;
CONSIDÉRANT que le comité de gouvernance et d'éthique a recommandé qu'Enzo Di Iola soit nommé à nouveau à titre de protecteur de l'élève pour la Commission scolaire Riverside du 18 octobre 2017 au 30 juin 2021 ;	WHEREAS the Governance and Ethics Committee recommended that Enzo Di Iola be re-appointed as Student Ombudsman for Riverside School Board from October 18, 2017 to June 30, 2021;
CONSIDÉRANT que le Conseil des commissaires a renommé Enzo Di Iola à titre de protecteur de l'élève de la Commission scolaire Riverside du 18 octobre 2017 au 30 juin 2021, conformément à la résolution B636-20171017 ;	WHEREAS the Council of Commissioners re-appointed Enzo Di Iola as Student Ombudsman for Riverside School Board from October 18, 2017 to June 30, 2021, as per Resolution B636-20171017;
CONSIDÉRANT qu'il serait avantageux qu'un remplaçant du protecteur de l'élève soit disponible si le protecteur de l'élève était incapable d'exercer ses fonctions ;	WHEREAS it would be beneficial if a Student Ombudsman Substitute was available if the Student Ombudsman was unable to perform his duties;
CONSIDÉRANT que le comité de parents fut consulté le 6 novembre 2017 concernant la	WHEREAS the Parents' Committee was consulted on November 6, 2017, regarding the

nomination du substitut du protecteur de l'élève ;	appointment of the Student Ombudsman Substitute;
CONSIDÉRANT que le comité de gouvernance et d'éthique recommande que Peter Woodruff soit nommé remplaçant du protecteur de l'élève pour la Commission scolaire Riverside ;	WHEREAS the Governance and Ethics committee recommends that Peter Woodruff be appointed as Student Ombudsman Substitute for Riverside School Board;
IL EST PROPOSÉ par le commissaire Horrell, appuyé par la commissaire Craig, que Peter Woodruff soit nommé substitut du protecteur de l'élève de la Commission scolaire Riverside du 22 novembre 2017 au 30 juin 2021 et que le président soit autorisé à signer le contrat au nom de la commission scolaire. ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ	IT IS MOVED by Commissioner Horrell, seconded by Commissioner Craig, that Peter Woodruff be appointed as the Student Ombudsman Substitute for Riverside School Board from November 22, 2017 to June 30, 2021, and that the Chairman be authorized to sign the contract on behalf of the School Board. UNANIMOUS
Résolution B642-20171121 ADOPTION DU PROJET DE DIVISION DU TERRITOIRE DE LA COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE EN ONZE (11) CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES	Resolution B642-20171121 ADOPTION OF THE PROPOSED DIVISION OF THE TERRITORY OF RIVERSIDE SCHOOL BOARD INTO ELEVEN (11) ELECTORAL DIVISIONS
CONSIDÉRANT que la Commission scolaire Riverside a adopté la division proposée du territoire de la Commission scolaire Riverside en onze (11) circonscriptions électorales aux fins des élections scolaires ;	WHEREAS Riverside School Board has adopted the proposed division of the territory of Riverside School Board into eleven (11) electoral divisions for the purpose of school board elections;
CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas eu d'objections déposées dans le délai prescrit de quinze (15) jours lors de la publication de l'avis dans le journal ;	WHEREAS there were no objections filed within the prescribed time frame of fifteen (15) days within the publication of the notice in the newspaper;
IL EST PROPOSÉ par la commissaire Butler, appuyé par la commissaire Aguiar, que la division proposée du territoire de la Commission scolaire Riverside en onze (11) circonscriptions électorales soit adoptée. ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ	IT IS MOVED by Commissioner Butler, and seconded by Commissioner Aguiar that the proposed division of the territory of Riverside School Board into eleven (11) electoral divisions be adopted. UNANIMOUS
Résolution F208-20171121 ADOPTION DE L'APPROBATION DU CHANGEMENT DE NOM DE RUE TERRASSE DU CENTRE POUR CELUI DE RUE DES JEUX-DU-QUÉBEC À SAINT-HUBERT, QUÉBEC	Resolution F208-20171121 ADOPTION OF APPROVAL OF THE CHANGE IN NAME FROM TERRASSE DU CENTRE TO RUE DES JEUX-DU-QUÉBEC IN SAINT-HUBERT, QUÉBEC
CONSIDÉRANT que la ville de Longueuil a adopté le 22 août 2017, lors de sa séance	WHEREAS the City of Longueuil has adopted on August 22, 2017, at its regular meeting of city

ordinaire du conseil municipal, une résolution modifiant le nom d'une partie de <i>Terrasse du Centre</i> par la <i>rue des Jeux-du-Québec</i> afin d'améliorer l'envoi des véhicules d'urgence ;	council, a resolution changing the name of a portion of " <i>Terrasse du Centre</i> " to " <i>Rue des Jeux-du-Québec</i> " in order to improve the dispatching of emergency vehicles;
CONSIDÉRANT que ce changement est sujet à l'approbation de la Commission scolaire Marie-Victorin et de la Commission scolaire Riverside ;	WHEREAS this change is subject to the approval by both Commission scolaire Marie-Victorin and Riverside School Board;
CONSIDÉRANT que la Commission scolaire Marie-Victorin a approuvé ce changement de nom lors de sa réunion régulière de son conseil des commissaires, adopté le 24 octobre 2017 ;	WHEREAS Commission scolaire Marie-Victorin has approved the said name change at its regular meeting of their Council of Commissioners adopted on October 24, 2017;
CONSIDÉRANT que la Commission scolaire Riverside souhaite également approuver le changement de nom ;	WHEREAS Riverside School Board also wishes to approve the name change;
IL EST PROPOSÉ par le commissaire Craig, appuyé par le commissaire Mazur, que le changement de nom proposé de <i>Terrasse du Centre</i> à <i>rue Jeux-du-Québec</i> soit adopté. ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ	IT IS MOVED by Commissioner Craig, seconded by Commissioner Mazur, that the proposed name change from " <i>Terrasse du Centre</i> " to " <i>Rue des Jeux-du-Québec</i> " be adopted. UNANIMOUS
Résolution HR501-20171121 PLAN DE REGROUPEMENT POUR LE PRIMAIRE, LE SECONDAIRE ET L'ÉDUCATION DES ADULTES	Resolution HR501-20171121 REGROUPMENT PLANS FOR ELEMENTARY, SECONDARY AND ADULT EDUCATION
CONSIDÉRANT que cette résolution a été révisée et approuvée par le comité des ressources humaines ;	WHEREAS this resolution was reviewed and is supported by the Human Resources Committee;
CONSIDÉRANT que le Syndicat de l'enseignement de Riverside a été consulté et est en accord avec les plans proposés ;	WHEREAS Riverside Teachers' Union has been consulted and is in agreement with the proposed plans;
IL EST PROPOSÉ par la commissaire Capobianco Skipworth, appuyé par le commissaire Horrell, que le Conseil adopte le « Plan de regroupement des enseignants pour 2017-2018, dans le but d'identifier les enseignants devant être déclarés en surplus, en disponibilité ou non réengagés pour raison de surplus », préparé conformément à l'annexe II de la Convention collective des enseignants 2015-2020 ;	IT IS MOVED by Commissioner Capobianco Skipworth, seconded by Commissioner Horrell, that the Board adopt the «Regroupment Plan for Teachers for 2018-2019, for the purpose of identifying the teachers to be declared excess, placed on availability or non-reengaged because of surplus», which has been prepared according to the provisions of Appendix II of the 2015-2020 teachers' Collective Agreement;

DE PLUS, qu'une copie de ces plans soit annexée et fasse partie intégrante du présent procès-verbal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

FURTHERMORE, that a copy of these plans be filed with and made a part of the official copy of the minutes of this meeting.

UNANIMOUS

CORRESPONDANCE

Aucune correspondance reçue.

CORRESPONDENCE

No correspondence received.

QUESTIONS DU PUBLIC : (22 h 03)

Mme Nadia Myers a soulevé la question de la correspondance du conseil d'établissement. Une question a également été formulée quant aux coûts de transport pour la région au nord de la portion de l'autoroute 132 située à Delson. Une question a été posée relativement à la représentativité du comité de parent au comité consultatif EHDAA.

Une question a été posée concernant les communications du conseil d'établissement aux parents. La commissaire Capobianco Skipworth a répondu que le projet de politique relative à la communication sera soumis au comité exécutif et que cette politique sera déposée pour fins de consultation.

La période de questions s'est terminée à 22 h 25.

BRAVOS

La commissaire Gour :

Cérémonie du Jour du souvenir le 10 novembre 2017 à l'école secondaire régionale Centennial et les élèves de secondaire V ont présenté une pièce de théâtre.

Le *Poetry Café* eut lieu le 21 novembre 2017 à l'école primaire Good Shepherd.

Bravo à la commissaire Dumont pour l'obtention de son diplôme.

Le commissaire Mazur :

La pièce de théâtre présentée à l'école secondaire régionale Centennial était excellente.

PUBLIC QUESTIONS: (10: 03 p.m.)

Mrs. Nadia Myers raised the issue of correspondence from Governing Board. The issue of the cost of transportation for the area of Delson north of the 132 was raised. A question raised about the Parents Committee representative from the Special Needs Committee.

A question was asked about the communications from Governing Board to the parents. Comm. Capobianco Skipworth said that the draft communications policy will be sent to the Executive Committee. There will be a communications policy that will go out for consultation.

End of question period 10:25 p.m.

BRAVOS

Commissioner Gour:

November 10, 2017 Remembrance Day Ceremonies at Centennial Regional High School and a play put on by senior students.

November 21, 2017 Poetry Café at Good Shepherd Elementary School.

Kudos to Commissioner Dumont for obtaining her degree.

Commissioner Mazur:

The play at Centennial Regional High School was magnificent.

QUESTIONS DIVERSES

Aucune

OTHER BUSINESS :

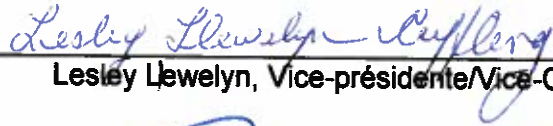
None

LEVÉE DE LA SÉANCE :

IL EST PROPOSÉ par la commissaire Dumont, appuyé par le commissaire Giummarra que la séance soit levée à 22 h 21.

CLOSING:

IT IS MOVED by Commissioner Dumont, seconded by Commissioner Giummarra, that the meeting be closed at 10:21 p.m.



Lesley Lewelyn, Vice-présidente/Vice-Chair



John McLaren, secrétaire général / Secretary General



CONSEIL DES COMMISSAIRES COUNCIL OF COMMISSIONERS

Members are hereby convened to a **regular meeting** on
November 21, 2017, at 7:30 p.m. at the Administration Centre
7525 chemin de Chambly, St. Hubert, QC

AGENDA – REGULAR MEETING

1. Call to Order and Quorum
2. Adoption of the Agenda
3. Approval of Minutes
 - Adoption of the Minutes of the regular meeting of October 17, 2017
 - Business arising from the Minutes of the regular meeting of October 17, 2017
4. Questions from the Public – 30 minutes
5. Chairman's Report
6. Director General's Report
7. Parent Committee Report
8. Special Needs Advisory Report
9. Committee Reports
 - Executive
 - Transportation
 - Education
 - Audit (Finance/Mat. Resources)
 - Governance and Ethics
 - Human Resources
 - Communications and Marketing
 - Q.E.S.B.A.
10. Resolutions
 - Deposit of the Riverside School Board Financial Statements for 2016-2017
 - Appointment of a Person Authorized to Sign the Resolution Requested by ClicSÉQR Entreprises
 - Appointment of an authorized Representative to act on Behalf of Riverside School Board for ClicSÉQR Entreprises
 - Adoption of the Planning Document for 2017-2020
 - Adoption of the Request to the « Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) » for the Financing for a School Extension in Cardiac or Delson
 - Adoption of the Amended By-Law 1 – Generalities and Meeting of the Council of Commissioners of Riverside School Board
 - Adoption of the Amended By-Law 14 – Examination of Complaints Procedure
 - Receipt of the 2016-2017 Student Ombudsman Report
 - Appointment of a Student Ombudsman Substitute
 - Adoption of the Proposed Division of the Territory of Riverside School Board into Eleven (11) Electoral Divisions
 - Adoption of the Approval of the Change in Name from *Terrasse du Centre* to *rue des Jeux-du-Québec* in Saint-Hubert, Québec
 - Regroupment Plan for Elementary, Secondary and Adult Education
11. Correspondence
12. Questions from the Public – 20 minutes
13. Bravos (2 minutes per member)
14. Other Business
15. Close of Meeting
16. Date of Next Regular Meeting: **December 19, 2017 at 7:30 p.m.**

Given at Saint-Hubert, Québec, on November 17, 2017

John McLaren, Secretary General

Convocation à une séance **ordinaire** du conseil qui aura lieu
Le **21 novembre 2017 à 19 h 30** au centre administratif,
7525, chemin de Chambly, Saint-Hubert, Québec.

ORDRE DU JOUR– SÉANCE ORDINAIRE

1. Ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Approbation du procès-verbal
 - Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 17 octobre 2017
 - Suivi de la séance ordinaire du 17 octobre 2017
4. Période de questions du public – 30 minutes
5. Rapport du président
6. Rapport du directeur général
7. Rapport du comité de parents
8. Rapport du comité EHDAA
9. Rapport des comités
 - Exécutif
 - Transport
 - Éducation
 - Vérification (Finances/Ressources Mat)
 - Gouvernance et éthiques
 - Ressources humaines
 - Communications et marketing
 - ACSAQ
10. Résolutions
 - Dépôt des états financiers de la Commission scolaire Riverside pour 2016-2017
 - Nomination d'une personne autorisée à signer la résolution demandée par ClicSÉQR Entreprises
 - Nomination d'un représentant autorisé pour agir au nom de la Commission scolaire Riverside auprès de ClicSÉQR Entreprises
 - Régime d'emprunts à long terme
 - Adoption du document de planification 2017-2020
 - Requête au Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) pour un projet d'agrandissement d'école à Candiac ou à Delson
 - Adoption du Règlement Numéro 1 amendé – Procédures des séances du conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside
 - Adoption du Règlement 14 amendé – Procédures d'examen des plaintes
 - Réception du rapport du protecteur d'élève
 - Nomination du substitut du protecteur de l'élève
 - Adoption du projet de division du territoire de la Commission scolaire Riverside en onze (11) circonscriptions électorales
 - Adoption de l'approbation du changement de nom de rue *Terrasse du centre* pour celui de *rue des Jeux-du-Québec* à Saint-Hubert, Québec
 - Plan de regroupement pour le primaire, le secondaire et l'éducation des adultes
11. Correspondance
12. Période de questions du public – 20 minutes
13. Bravos (2 minutes par membre)
14. Varia
15. Clôture
16. Date de la prochaine session ordinaire du Conseil : **le 19 décembre 2017 à 19 h 30**

Donné à Saint-Hubert (Québec) le 17 novembre 2017



John McLaren, secrétaire général

Policy Name:	Policy on the Enrolment Criteria for Registration
Policy Number:	
Replacing Policy Number:	B605-20170131
Date Received at Council:	May 23, 2017
Consultation Period:	May 25, 2017 to November 10, 2017
Date Approved by Council:	November 21, 2017
Date of Next Review:	As required

Riverside School Board will register students eligible for English language education according to the criteria outlined in this policy, in keeping with the parents' right to choose a school for their child and in accordance with the Education Act (see Appendix I).

Purpose

The purpose of this policy is to establish the enrolment criteria that will be used to register students, including international students, in Riverside School Board schools. The criteria are further specified in the document produced annually by Riverside School Board entitled 'Planning for our Schools' which determines each school's program(s), attendance zone, and transportation zone.

This policy aims to confirm student placement and inform parents in a reasonable time frame while effectively organizing the services of the school board.

DEFINITIONS

Space

The number of students, including international students, which a school can accommodate for a given year in view of its capacity at each level. Riverside School Board maintains the right to reserve up to 3 student places at any grade level in a school during the Late Enrolment Period until up to ten days before the beginning of school. This is done in order to make it possible to accept In-zone students who apply in the summer during late enrolment.

Capacity:

The number of students that can be reasonably accommodated in a school building taking into account:

- the educational services provided by the school;
- the number of usable teaching stations;
- the student/teacher ratio as determined by the Teachers' Collective Agreement.

The physical component affecting school capacity is the number of teaching stations in the school. The key to determining whether a space is counted as a teaching station lies in the layout and daily use of that space.

At the Elementary level, only classrooms are counted as teaching stations as each student is assigned a desk with his/her personal belongings for the duration of the year. The school may have other spaces such as a computer room or a gymnasium in which students are taught. However, it is assumed that when an elementary class moves from its assigned space/core classroom to the

computer room or gymnasium, no other group moves into that classroom. After that class is completed, the students return to their classroom and another class moves into the computer room.

At the High School level, students move from classroom to classroom throughout the day and do not have an assigned desk as their belongings are stored in a locker. Therefore, a standard classroom, gymnasium or laboratory with an assigned teacher is considered a teaching station for purposes of determining capacity.

It is virtually impossible to program the use of a high school so that all of the space is used for 100% of the periods throughout the school day. The number of teaching stations is multiplied by a utilization factor of 85% to take into account scheduling conflicts for the high schools.

The maximum number of students in each class is determined by using the Teachers' Collective Agreement. The maximum student/teacher ratios are averaged as follows:

- 24 students for elementary regular classes;
- 10 students for elementary self-contained classes (programs such as REACH, SEEDS, NEST, etc.);
- 29 students in high school classes.

The school capacity is then adjusted by a factor of 90% in order to alert schools and parents that their building is approaching the point of not being able to enroll more students due to a lack of space at one or more grade levels.

Siblings: Children who have legal status as siblings; i.e. children who have at least one parent in common; children who have been legally adopted and have at least one parent in common; or children who are under the legal guardianship of a common parent. The student would be attending the school in the same year that the sibling is also attending.

Walkers: For the purposes of the application of this Policy, a walker at the elementary level is someone who lives within 1.6 km of the school.

GENERAL GUIDELINES

Registrations will be accepted based on the total number of applications at each school and the school capacity. Acceptance of student registrations is for one year at a time. Efforts will be made to minimize student transfer.

Students who apply to a school and live within the attendance zone of that school but cannot be enrolled at that school because of lack of space (see definition) would be transferred to a school where space is available. Transportation will be provided only for the year that they are transferred to that school. If space becomes available in the In-zone school the student will return to that school unless they request and obtain Out-of-zone status without transportation services. In that case, the student will be granted a Special Out-of-zone status (B1). When returning students to their in-zone school, efforts will be made to return them to a similar program (e.g.: a student in French Immersion program would be returned to a French Immersion program).

On a case-by-case basis, Riverside School Board can assign a student, including an international student, to a specific school for educational, psychological, social, or other exceptional reasons.

TIMELINE

The enrolment process will follow the timeline indicated:

Official enrolment period

- An assessment will be made of all In-zone registrations and Current Out-of-zone student requests received before May 1. Parents will be informed of student placement by June 1.

Enrolment in May and June

- An assessment will be made of all In-Zone registrations that are received between May 1 and June 30 and all Out-of-zone registrations received up to June 30. Parents will be informed of student placement during the first week of July.

Late enrolment - after June 30

- All registrations of Riverside students received after June 30 will be considered on an ongoing basis. Registrations of Interboard students will be confirmed 10 days before the beginning of the school year. The student accepted during Late Enrolment will be assigned to a school by Riverside School Board.

International Student enrolment period:

An international student may be registered outside the regular enrolment period or at any time and confirmation of placement will be given upon completion of the Board's screening process.

Students shall be registered in a school in the following order:

DURING THE OFFICIAL ENROLMENT PERIOD

An assessment will be made of all In-zone registrations and requests from current Out-of-zone students received before May 1. Parents will be informed of student placement by June 1.

A: IN-ZONE STUDENTS

Subject to the availability of space (see definition), enrolment in a school will be based on the criteria established in the following order of priority:

- A1 Current In-Zone Students** - Students currently attending the school who reside within the attendance zone for that school;
- A2 Grandfathered Students** - Students currently attending the school who, when they began attending the school, resided within the attendance zone for that school and to whom a grandfather¹ clause will apply following a zoning change. This provision may be revoked in the event of the student's change of address to another zone;
- A3 Returning Transferred Students** - Students who reside within the attendance zone of that school and were assigned to another school (transferred) by Riverside School Board;
- A4 Siblings of Current In-zone Students** - Siblings of students currently attending the school who reside within the attendance zone for that school;
- A5 Special In-zone Status Students** - Students who, due to a decision of Council, have been granted 'in-zone' status to the school following a school closure or for exceptional circumstances. This provision may be revoked in the event of the student's change of address to another zone;

¹ A GRANDFATHER clause is a provision in which an old rule continues to apply to some existing situations, while a new rule will apply to all future cases.

- A6 New In-zone Students** - Students who reside within the school attendance zone
- A7 Transferred Students** - Students who are transferred by Riverside School Board from their In-Zone school when that school has surpassed its capacity. (See 'Procedure for the Transfer of In-zone Students')

T: PROCEDURE FOR THE TRANSFER OF IN-ZONE STUDENTS (STEPS A1 TO A7)

If the school has exceeded its capacity at a particular grade level after any step, from A1 to A7, students within that step will be transferred out of the school in the following order:

- T1 Students without siblings, living in a multiple zone** - In-zone students without siblings attending the school living within the in-zone area of another school where space is available. Those who are geographically closest to the school that has availability will be transferred first. Transportation is provided;
- T2 Returning Transferred Students** - Transferred in-zone students who were assigned to another school the previous year and express the desire to stay there for the present year. Transportation is provided;
- T3 Students without siblings who are non-walkers** - Students without a sibling in the school who are eligible for transportation. In this group the students who are geographically closest to the school that has availability will be transferred first. Transportation is provided;
- T4 Students who are non-walkers** - Students with a sibling in the school who are eligible for transportation. In this group the students who are geographically closest to the school that has availability will be transferred first. The student's sibling(s) may also be transferred (at parent's request). Transportation is provided.

B: OUT-OF-ZONE STUDENTS

Subject to the availability of space (see definition), students residing outside of the established school attendance zone but within Riverside School Board territory may attend a specific school of choice on condition that the parent/guardian agrees to provide transportation for:

- B1 Special Out-of-Zone Status students** – Student who, due to a decision of Council, have been granted 'Special Out-of-Zone Status' to the school. This provision may be revoked in the event of the student's change of address to another zone.
- B2 Siblings of grand-fathered students and siblings of 'Special Out-of-Zone Status' students**
- B3 Current Out-of-Zone students** - Students who are currently attending a school and reside outside the attendance zone for that school and confirm, by May 31, their request to remain at the school. If space is not sufficient to accommodate this group at their grade level, students with a sibling attending the school will have priority.

DURING THE ENROLMENT PERIOD IN MAY AND JUNE

An assessment will be made of all In-Zone registrations that are received between May 1 and June 30 and all Out-of Zone registrations received before June 30. Parents will be informed by the school of student placement during the first week of July. In exceptional circumstances, confirmation of Out-of-zone requests may be delayed due to three spaces being reserved.

Subject to the availability of space (see definition), enrolment of students will be accepted in the following order of priority:

- C1 Siblings of Current In-Zone Students** - Students who reside within the attendance zone of the school, who have a sibling attending the school;
- C2 New In-Zone Students** - Students who reside within the attendance zone of the school;
- C3 Siblings of Current Out-of-Zone Students** - Siblings of students, who are currently attending a school and reside outside the attendance zone for that school in the order of the date of their registration;
- C4 New Out-of-Zone Students** - Students who reside outside the attendance zone for that school in the order of the date of their registration.

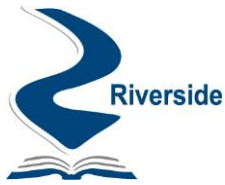
For each of the steps C1 to C4, the order of the date of registration will determine the priority within that step until June 30.

DURING LATE ENROLMENT AFTER JUNE 30

All applications for enrolment of Riverside students received after June 30 will be considered on an ongoing basis.

Registrations of Interboard students will be considered 10 days before the beginning of the school year.

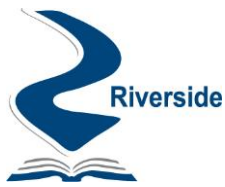
All students accepted during the Late Enrolment period will be assigned to a school by Riverside School Board.



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

School / Program	Zoning Area
<p>Boucherville</p> <p>offers an English program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Boucherville → Calixa-Lavallée → Varennes → Verchères
<p>Cedar Street</p> <p>offers an English program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Beloeil → Carignan: the streets located in the development adjacent to route 116 and known as Carignan-sur-le-golf; namely, Antoine-Forestier and Jean-de-Fonblanche. → McMasterville → Saint-Amable → Saint-Antoine-sur-Richelieu → Saint-Basile-le-Grand → Saint-Bruno-de-Montarville → Saint-Marc-sur-Richelieu → Saint-Mathieu de Beloeil → Sainte-Julie



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

<p>Centennial</p> <p>offers an English secondary program. The following programs are also available within the school: Talented and Gifted; Middle School (Cycle 1); and Liberal Arts. Also offered are Post Immersion, Français, langue seconde and Français, langue maternelle from Secondary I to V.</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Brossard → Greenfield Park → Saint-Hubert (Part – Lafèche area and walkers)
<p>Saint-Lambert International</p> <p>offers an English secondary program. Also offered are Post Immersion, Français, langue seconde and Français, langue maternelle at all levels. As well, Saint-Lambert International is an inclusive International Baccalaureate Middle Years school.</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Le Moyne → Longueuil → Saint-Hubert (Sentiers du ruisseau only) → Saint-Lambert
<p>Courtland Park Int</p> <p>offers an inclusive Bilingual International Baccalaureate Primary Years Program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Carignan: the streets located in the development adjacent to route 116 and known as Carignan-sur-le-golf; namely, Antoine-Forestier and Jean-de-Fonblanche → Saint-Basile-le-Grand → Saint-Bruno-de-Montarville → Sainte-Julie
<p>Good Shepherd</p> <p>offers an English program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<p>Priority is given to students living in the following areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> → All of Brossard except Allard, Albert, Alcide and Aylmer streets; → The borough of Saint-Hubert in the City of Longueuil, except for the part known as Lafèche



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

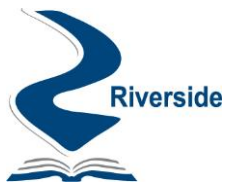
<p>Greenfield Park Int</p> <p>As per Article 240 of the Education Act, Greenfield Park Primary International School offers an Immersion International Baccalaureate Primary Years Program for Cycle I through Cycle III Elementary to those students accepted into the program.</p>	<p>Transportation is provided only to students domiciled within the borough of Greenfield Park and those students domiciled on the following four streets in the borough of Brossard:</p> <ul style="list-style-type: none"> → Albert → Alcide → Allard → Aylmer
<p>Harold Napper</p> <p>offers an English program and a French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<p>Priority is given to students domiciled within the following areas of the City of Brossard:</p> <p>For French Immersion and English instruction, priority is given to students living in the B, C, I, J, L, M, N, and O sectors of Brossard.</p>
<p>Harold Sheppard</p> <p>offers an English program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Contrecoeur → Massueville → Saint-Aimé → Saint-Bernard-de-Michaudville → Saint-David → Saint-Gérard-Majella → Saint-Joseph-de-Sorel → Saint-Jude → Saint-Louis → Saint-Marcel-de-Richelieu → Saint-Michel-d'Yamaska → Saint-Ours → Saint-Robert → Saint-Roch → Sainte-Anne-de-Sorel → Sainte-Victoire-de-Sorel → Sorel-Tracy → Yamaska → Yamaska Est



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

<p>Heritage</p> <p>offers an English secondary program. Also available within the school are Work-Oriented Training Pathways, Fine Arts Focus, Sports Concentration, International Baccalaureate Middle Years Program and Information Technology Concentration (iCan). Post Immersion, Français, langue seconde and Français, langue maternelle.</p>	<p>Priority is given to students domiciled within the municipalities, boroughs or areas that are not zoned to other Riverside high schools:</p> <table border="0"> <tr> <td style="vertical-align: top;"> <ul style="list-style-type: none"> Beloeil Boucherville Calixa-Lavallée Candiac Carignan Chambly Contrecoeur Delson La Prairie La Présentation Massueville Marieville McMasterville Mont-Saint-Hilaire Notre-Dame-de-Bon-Secours Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe Otterburn Park Richelieu Rougemont Saint-Aimé Saint-Amable Saint-Antoine-sur-Richelieu Saint-Barnabé-Sud Saint-Basile-le-Grand Saint-Bernard-de-Michaudville Saint-Bruno-de-Montarville Saint-Charles-sur-Richelieu </td> <td style="vertical-align: top;"> <ul style="list-style-type: none"> Saint-Constant Saint-Damase (P & V) Saint-David Saint-Denis-sur-Richelieu Saint-Dominique Saint-Édouard Saint-Gérard-Majella Saint-Hubert (Part – excluding the Laflèche area, walkers to CRHS and the Sentiers du ruisseau area) Saint-Hugues Saint-Hyacinthe Saint-Hyacinthe-le-Confesseur Saint-Isidore Saint-Jean-Baptiste Saint-Joseph-de-Sorel Saint-Jude Saint-Liboire Saint-Louis Saint-Marc-sur-Richelieu Saint-Marcel-de-Richelieu Saint-Mathias-sur-Richelieu Saint-Mathieu Saint-Mathieu-de-Beloeil Saint-Michel Saint-Michel-de-Rougemont </td> <td style="vertical-align: top;"> <ul style="list-style-type: none"> Saint-Michel-de-Yamaska Saint-Ours Saint-Philippe Saint-Pie (P & V) Saint-Rémi Saint-Robert Saint-Roch-de-Richelieu Saint-Simon Saint-Thomas-d'Aquin Saint-Valérien-de-Milton Sainte-Angèle-de-Monnoir Sainte-Anne-de-Sorel Sainte-Catherine Sainte-Hélène-de-Bagot Sainte-Julie Sainte-Madeleine Sainte-Marie-de-Monnoir Sainte-Marie-Madeleine Sainte-Rosalie (P & V) Sainte-Victoire-de-Sorel Sorel-Tracy Varenes Verchères Yamaska Yamaska Est </td> </tr> </table>	<ul style="list-style-type: none"> Beloeil Boucherville Calixa-Lavallée Candiac Carignan Chambly Contrecoeur Delson La Prairie La Présentation Massueville Marieville McMasterville Mont-Saint-Hilaire Notre-Dame-de-Bon-Secours Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe Otterburn Park Richelieu Rougemont Saint-Aimé Saint-Amable Saint-Antoine-sur-Richelieu Saint-Barnabé-Sud Saint-Basile-le-Grand Saint-Bernard-de-Michaudville Saint-Bruno-de-Montarville Saint-Charles-sur-Richelieu 	<ul style="list-style-type: none"> Saint-Constant Saint-Damase (P & V) Saint-David Saint-Denis-sur-Richelieu Saint-Dominique Saint-Édouard Saint-Gérard-Majella Saint-Hubert (Part – excluding the Laflèche area, walkers to CRHS and the Sentiers du ruisseau area) Saint-Hugues Saint-Hyacinthe Saint-Hyacinthe-le-Confesseur Saint-Isidore Saint-Jean-Baptiste Saint-Joseph-de-Sorel Saint-Jude Saint-Liboire Saint-Louis Saint-Marc-sur-Richelieu Saint-Marcel-de-Richelieu Saint-Mathias-sur-Richelieu Saint-Mathieu Saint-Mathieu-de-Beloeil Saint-Michel Saint-Michel-de-Rougemont 	<ul style="list-style-type: none"> Saint-Michel-de-Yamaska Saint-Ours Saint-Philippe Saint-Pie (P & V) Saint-Rémi Saint-Robert Saint-Roch-de-Richelieu Saint-Simon Saint-Thomas-d'Aquin Saint-Valérien-de-Milton Sainte-Angèle-de-Monnoir Sainte-Anne-de-Sorel Sainte-Catherine Sainte-Hélène-de-Bagot Sainte-Julie Sainte-Madeleine Sainte-Marie-de-Monnoir Sainte-Marie-Madeleine Sainte-Rosalie (P & V) Sainte-Victoire-de-Sorel Sorel-Tracy Varenes Verchères Yamaska Yamaska Est
<ul style="list-style-type: none"> Beloeil Boucherville Calixa-Lavallée Candiac Carignan Chambly Contrecoeur Delson La Prairie La Présentation Massueville Marieville McMasterville Mont-Saint-Hilaire Notre-Dame-de-Bon-Secours Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe Otterburn Park Richelieu Rougemont Saint-Aimé Saint-Amable Saint-Antoine-sur-Richelieu Saint-Barnabé-Sud Saint-Basile-le-Grand Saint-Bernard-de-Michaudville Saint-Bruno-de-Montarville Saint-Charles-sur-Richelieu 	<ul style="list-style-type: none"> Saint-Constant Saint-Damase (P & V) Saint-David Saint-Denis-sur-Richelieu Saint-Dominique Saint-Édouard Saint-Gérard-Majella Saint-Hubert (Part – excluding the Laflèche area, walkers to CRHS and the Sentiers du ruisseau area) Saint-Hugues Saint-Hyacinthe Saint-Hyacinthe-le-Confesseur Saint-Isidore Saint-Jean-Baptiste Saint-Joseph-de-Sorel Saint-Jude Saint-Liboire Saint-Louis Saint-Marc-sur-Richelieu Saint-Marcel-de-Richelieu Saint-Mathias-sur-Richelieu Saint-Mathieu Saint-Mathieu-de-Beloeil Saint-Michel Saint-Michel-de-Rougemont 	<ul style="list-style-type: none"> Saint-Michel-de-Yamaska Saint-Ours Saint-Philippe Saint-Pie (P & V) Saint-Rémi Saint-Robert Saint-Roch-de-Richelieu Saint-Simon Saint-Thomas-d'Aquin Saint-Valérien-de-Milton Sainte-Angèle-de-Monnoir Sainte-Anne-de-Sorel Sainte-Catherine Sainte-Hélène-de-Bagot Sainte-Julie Sainte-Madeleine Sainte-Marie-de-Monnoir Sainte-Marie-Madeleine Sainte-Rosalie (P & V) Sainte-Victoire-de-Sorel Sorel-Tracy Varenes Verchères Yamaska Yamaska Est 		



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

<p>John Adam</p> <p>offers an English program and French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Delson, except North of route 132*→ Saint-Constant→ Saint-Édouard→ Saint-Isidore→ Saint-Michel→ Saint-Rémi
<p>Mount Bruno</p> <p>offers a French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<ul style="list-style-type: none">→ Beloeil*→ Carignan: only the sector located north of route 112, with the following exceptions*:<ul style="list-style-type: none">○ rue Bachand, between chemin Bellerive and chemin Bellevue○ chemin Bellerive○ Islands Goyer, aux Lièvres and Demers○ Chambly-sur-le-Golf○ rue Lareau, rue Bouthillier as well as the part of chemin De Chambly located in Carignan.→ McMasterville*→ Saint-Amable→ Saint-Basile-le-Grand→ Saint-Bruno-de-Montarville→ Sainte-Julie→ Saint-Marc-sur-Richelieu→ Saint-Mathieu de Beloeil



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

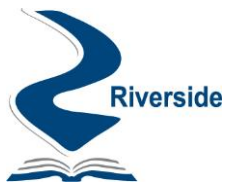
<p>Mountainview</p> <p>offers English instruction and French Immersion instruction for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<p>In the English program, priority is given to students living in the following municipalities, boroughs or areas:</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <ul style="list-style-type: none"> → La Présentation → Marieville → Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe → Otterburn Park → Richelieu* → Rougemont → Saint-Barnabé-Sud → Saint-Charles-sur-Richelieu → Saint-Damase (P & V) → Saint-Denis-sur-Richelieu → Saint-Dominique → Saint-Hilaire → Saint-Hugues → Saint-Hyacinthe → Saint-Hyacinthe-le-Confesseur </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <ul style="list-style-type: none"> → Saint-Jean-Baptiste → Saint-Liboire → Saint-Mathias* → Saint-Michel-de-Rougemont → Saint-Pie → Saint-Simon → Saint-Thomas-d'Aquin → Saint-Valérien-de-Milton → Sainte-Angèle-de-Monnoir → Sainte-Hélène-de-Bagot → Sainte-Madeleine → Sainte-Marie-de-Monnoir → Sainte-Marie-Madeleine → Sainte-Rosalie (P & V) </td> </tr> </table> <p>French Immersion instruction is offered to students in the above areas.</p>	<ul style="list-style-type: none"> → La Présentation → Marieville → Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe → Otterburn Park → Richelieu* → Rougemont → Saint-Barnabé-Sud → Saint-Charles-sur-Richelieu → Saint-Damase (P & V) → Saint-Denis-sur-Richelieu → Saint-Dominique → Saint-Hilaire → Saint-Hugues → Saint-Hyacinthe → Saint-Hyacinthe-le-Confesseur 	<ul style="list-style-type: none"> → Saint-Jean-Baptiste → Saint-Liboire → Saint-Mathias* → Saint-Michel-de-Rougemont → Saint-Pie → Saint-Simon → Saint-Thomas-d'Aquin → Saint-Valérien-de-Milton → Sainte-Angèle-de-Monnoir → Sainte-Hélène-de-Bagot → Sainte-Madeleine → Sainte-Marie-de-Monnoir → Sainte-Marie-Madeleine → Sainte-Rosalie (P & V)
<ul style="list-style-type: none"> → La Présentation → Marieville → Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe → Otterburn Park → Richelieu* → Rougemont → Saint-Barnabé-Sud → Saint-Charles-sur-Richelieu → Saint-Damase (P & V) → Saint-Denis-sur-Richelieu → Saint-Dominique → Saint-Hilaire → Saint-Hugues → Saint-Hyacinthe → Saint-Hyacinthe-le-Confesseur 	<ul style="list-style-type: none"> → Saint-Jean-Baptiste → Saint-Liboire → Saint-Mathias* → Saint-Michel-de-Rougemont → Saint-Pie → Saint-Simon → Saint-Thomas-d'Aquin → Saint-Valérien-de-Milton → Sainte-Angèle-de-Monnoir → Sainte-Hélène-de-Bagot → Sainte-Madeleine → Sainte-Marie-de-Monnoir → Sainte-Marie-Madeleine → Sainte-Rosalie (P & V) 		
<p>REACH</p> <p>REACH offers an English program – Special Education for students aged 5 to 21 years. Children who are 4 years of age may receive a derogation for an early entry to Kindergarten.</p>	<p>Students are admitted to REACH based on the recommendation of Complementary Services in consultation with the school administration and the student's home school.</p> <p>Priority is given to students domiciled within the territory of Riverside School Board and who are assigned to this school because of a requirement for special education.</p>		
<p>Royal Charles</p> <p>offers a French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<p>Priority is given to students domiciled within the borough of Saint-Hubert in the City of Longueuil, in the area bounded by Montée Saint-Hubert, Davis, Gaetan-Boucher, Cousineau Boulevard, Autoroute 30 and Grande-Allée.</p>		



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

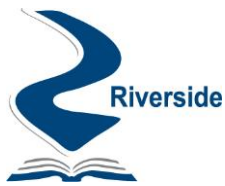
<p>St. Johns</p> <p>offers an English program and a bilingual program for Kindergarten through Cycle III Elementary and a general program in Secondary I to V. The following programs are also offered: Post Immersion, Français, langue seconde and Français, langue maternelle from Secondary I to V.</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Iberville → L'Acadie → Lacolle → Mont-Saint-Grégoire → Napierville → Notre-Dame-du-Mont-Carmel → Saint-Alexandre → Saint-Athanase → Saint-Blaise-sur-Richelieu → Saint-Cyprien-de-Napierville → Saint-Jacques-le-Mineur → Saint-Jean-sur-Richelieu → Saint-Luc → Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix → Saint-Valentin → Sainte-Anne-De-Sabrevois
<p>St. Jude</p> <p>offers an English program and a French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary as well as Pre-Kindergarten including Passe-Partout program for 4 year olds.</p>	<p>Priority is given to students living in the following municipalities, boroughs or areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> → Greenfield Park → Priority is given for the for the French Immersion program to students living in Brossard sectors A, P, V, T, M, N and O → In addition, priority is given for the <u>English program</u> to students living in Brossard sectors P, V and T and in the borough of Saint-Hubert in the City of Longueuil, in the area formerly known as Laflèche, as well as Brossard A sector streets as follows: Albert, Alcide, Allard and Aylmer → La Prairie: only the following sectors: <ul style="list-style-type: none"> ○ the sector located within: Route 132, chemin Saint-José, Boulevard Taschereau and St-Jacques river ○ the sector located within: chemin De St-Jean, boulevard Taschereau, St-Jacques river and highway 30 ○ any new development situated by the highway 30 on the southside of chemin De St-Jean, including Symbiocité
<p>St. Lambert</p> <p>offers an English program and a French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<p>Priority is given to students living in the following municipalities, boroughs or areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> → Brossard P, R, S, T and V sectors → Le Moyne → Longueuil – the area situated southwest of Taschereau Boulevard (St. Lambert side of Taschereau) → Saint-Lambert



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

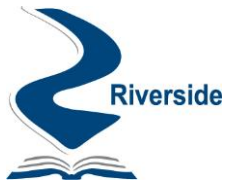
<p>St. Lawrence</p> <p>offers an English program and a French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<table border="0"> <tr> <td>→ Candiac</td> <td>→ Saint-Mathieu</td> </tr> <tr> <td>→ La Prairie</td> <td>→ Saint-Philippe</td> </tr> <tr> <td>→ Delson, only North of route 132*</td> <td>→ Sainte-Catherine</td> </tr> </table> <p>For the French Immersion program only: Saint-Constant, only the students residing in the following sectors:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ the sector located within Highway 730, montée Saint-Régis, Rue Sainte-Catherine (included) and the train tracks ○ the sector located within Highway 730, Route 132, Boulevard Monchamp (included), Rue Sainte-Catherine (included) and the train tracks 	→ Candiac	→ Saint-Mathieu	→ La Prairie	→ Saint-Philippe	→ Delson, only North of route 132*	→ Sainte-Catherine
→ Candiac	→ Saint-Mathieu						
→ La Prairie	→ Saint-Philippe						
→ Delson, only North of route 132*	→ Sainte-Catherine						
<p>St. Mary's</p> <p>offers an English program and a French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary as well as Pre-Kindergarten including Passe-Partout program for 4 year olds.</p>	<p>Priority is given to students domiciled within the borough of Vieux-Longueuil in the City of Longueuil, with the exception of the area of the borough of Longueuil situated southwest of Taschereau Boulevard (Saint-Lambert side of Taschereau). Priority is also given on a provisional basis to students domiciled in the Sentiers du ruisseau area in the borough of Saint-Hubert until new housing developments are constructed in this area, at which time new students will be transported to Terry Fox School.</p>						



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

<p>Terry Fox</p> <p>offers a French Immersion program for Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<p>Priority is given to students domiciled within a part of the borough of Saint-Hubert in the City of Longueuil bounded as follows: starting from a point at the intersection of Taschereau Boulevard and Sir-Wilfrid-Laurier Boulevard (Hwy. 116), Sir-Wilfrid-Laurier Boulevard, the projection of Julien-Lord Boulevard, that Boulevard, Vauquelin Boulevard and its projection, the boundary of the borough of Saint-Hubert in the City of Longueuil, Grande-Allée Boulevard, Autoroute 30, Cousineau, Gaetan-Boucher and Davis Boulevards, Montée St. Hubert, Grande Allée Boulevard, the CN railroad heading northeast, the CN railroad heading northwest, Soucy Street and its projection (including Mackay, Mance, de Mont-Royal streets and Grand Boulevard), Taschereau Boulevard to the starting point.</p> <p>The Sentiers du ruisseau area in the borough of Saint-Hubert is excluded provisionally until new housing developments are constructed in the area, at which time new students will be transported to Terry Fox.</p> <p>For the French Immersion program only: Carignan, only the Désourdy which is the sector located on the southside of route 112 and adjacent to the city of Saint-Hubert and including rue Lareau, rue Bouthillier and the part of chemin De Chambly located in Carignan*</p>
<p>William Latter</p> <p>offers an English program and a French Immersion program from Kindergarten through Cycle III Elementary.</p>	<p>→ Carignan except for the following sectors*:</p> <p>For the French Immersion program :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ the sector located on the northside of Route 112 (excluding Islands Goyer, aux Lièvres and Demers), as well as the residential sector on the border of rue Daigneault de Chambly called Chambly sur le golf; ○ Désourdy which is the sector located on the southside of route 112 and adjacent to the city of Saint-Hubert and including rue Lareau, rue Bouthillier and the part of chemin De Chambly located in Carignan <p>For the English program :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ the streets located on the development adjacent to route 116 and known as Carignan-sur-le-golf; namely, Antoine-Forestier and Jean-de-Fonblanche <p>→ Chambly</p>



Riverside School Board

ZONING FOR 2018-2019 SCHOOL YEAR

* Students entering grades 5 and 6 in the 2018-2019 school year will be “grandfathered” to their school and may finish their schooling there. Transportation will be provided for the 2018-2019 and 2019-2020 school years. Students may switch to their in-zone school with transportation provided.

Students entering grades 1 to 4 in the 2018-2019 school year will become “Special Status Out-of-Zone”. If they wish to continue at the school they attended in 2017-2018, they will be able to do so unless school capacity is reached. Transportation will be provided at no cost for the 2018-2019 and 2019-2020 school years provided there are available seats on the busses going through the area. Students may switch to their in-zone school with transportation provided.

As of the 2018-2019 school year, new students will be zoned to their schools. Siblings of “Grandfathered” students and siblings of “Special Status out-of-zone” students will be considered before any new Out-of-Zone students to attend the school their siblings attended in 2017-2018.



Riverside School Board – By-Law
Resolution B-20171121

By-Law 1 - Generalities and Meetings of the Council of Commissioners of Riverside School Board

By-Law Name:	Generalities and Meetings of the Council of Commissioners of Riverside School Board
By-Law Number:	1
Resolution Number:	
Date Approved by Council:	
Date of Next Review:	

N. B. - This by-law should be read in conjunction with Sections 143 to 148 and 155 to 172, as well as Sections 199 and 200, of the Education Act.

- | | | |
|--------------------------|-----|---|
| Composition | 1.1 | The Council of Commissioners shall be established as stipulated in the Education Act. |
| Corporate seat | 1.2 | The head office of Riverside School Board shall be at 7525 chemin de Chambly, St. Hubert, Quebec J3Y 0N7. |
| Parliamentary law | 1.3 | Meetings and deliberations of the Council of Commissioners shall generally be held in accordance with the current edition of Robert’s Rules of Order. Robert’s Rules of Order shall not overrule the Education Act. |
| Regular meetings | 1.4 | The regular meetings of the Council of Commissioners shall normally be held on the third Tuesday of the month. The meetings shall normally be held at the corporate seat and shall commence at 7:30 p.m. At the request of Council, three or more meetings per year may be held in designated schools or centres as per the Calendar of Meetings adopted by June 30 th . |

In addition, Council may designate, by resolution and for a specific reason, that meetings be held in a place other than at the corporate seat as determined by Public Notice of the Council of Commissioners.

By resolution each year, before June 30th, the Council of Commissioners shall set the meeting dates for the next school year.

Special meetings 1.5 Special meetings shall be called in accordance with the procedures outlined in the Education Act.

Meetings on any day of the week 1.6 Meetings of the Council of Commissioners may be held on any day of the week.

Quorum 1.7 The quorum and the voting shall be determined as stipulated in the Education Act and in the voting procedures adopted by Council.

In accordance with Section 169, when at least one commissioner or the Director General is physically present at the meeting, members of the Council of Commissioners may participate in the meeting by any means available that allows those participating in or attending the meeting to communicate directly with each other. Such a member therefore forms part of the quorum.

Voting 1.8 All motions must be seconded. Voting shall normally be by a show of hands at the call of the Chairman. Any Commissioner may request to have his or her name, vote or abstention recorded in the Minutes.

Agenda/ Documentation 1.9 At least forty-eight (48) hours prior to a meeting, the Secretary General shall normally provide each member with an Agenda and such documentation as may be available respecting the items of business to be brought before Council.

Resolutions (motions) 1.10 Resolutions prepared by Senior Administration shall be forwarded to the Secretary General for distribution as per article 1.9.

Resolutions not distributed in accordance with the procedure outlined in article 1.9 of the present By-Law (i.e. supplementary resolutions) may be submitted by Administration for consideration at a meeting of the Council of Commissioners. Supplementary resolutions

must be added to the Agenda prior to adoption of the Agenda.

Independent resolutions shall be drafted and presented in accordance with the “Internal Procedures for the Drafting of Resolutions and Notices of Motion”.

When a resolution is presented to Council, it may be preceded by a preamble made by the person who makes the motion. Each Commissioner may speak once to the motion. When each Commissioner has had the opportunity to speak, the Chairman may allow Commissioners to speak a second time, provided such intervention brings a new element to the discussion. When all have spoken, the mover may then speak in rebuttal prior to the vote being taken.

Reports

1.11 All reports presented to Council shall be in writing and a copy given to the Secretary General.

Public question period

1.12 There shall be two (2) public question periods: one period of thirty (30) minutes at the opening of the meeting and a second period of twenty (20) minutes normally at the conclusion of business. All questions shall be directed to the Chairman. A question period may be extended by majority vote of the members present. Presentations will not be entertained during question period. However, such arrangements for a presentation may be made in conformity with the Guidelines for Presentations to the Council of Commissioners.

Minutes

1.13 Unless decided otherwise by the majority of Commissioners present, draft minutes of preceding meetings will not be read.

The Minutes of each meeting of the Council of Commissioners shall be entered in the register known as the “Minutes of the Proceedings”. The approved minutes shall be signed by the person presiding over the meeting and countersigned by the Secretary General. The Secretary General shall initial each page of the register and shall affix the Board's seal to each page.

To speak

1.14 A Commissioner who wishes to speak must first be recognized by the Chairman. Speakers must make their remarks through the Chairman at all times. The Chairman may direct the issue to another person.

Closure

- 1.15 The official closing time for regular meetings of the Council of Commissioners shall be 11:00 p.m., however, this time may be extended by majority vote of the members present.



Commission scolaire Riverside - Règlement

Résolution B638-20171121

Règlement numéro 1 Procédures des séances du conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside

Nom du règlement :	Procédures des séances du conseil des commissaires de la Commission scolaire
Numéro du règlement :	1
Numéro de la résolution :	B638-20171121 remplaçant résolution B425-20120626
Date soumis au Conseil des commissaires :	19 septembre 2017
Période de consultation :	25 septembre 2017 au 31 octobre 2017
Adoption par le conseil :	21 novembre 2017
Prochaine révision :	Novembre 2020

N. B. – Ce règlement doit être lu compte tenu des articles 143 à 148, 155 à 172, 199 et 200 de la Loi sur l’instruction publique.

Composition

- 1.1 Le conseil des commissaires est formé tel que déterminé par la Loi sur l’instruction publique.

Siège social

- 1.2 Le siège social de la Commission scolaire Riverside se situe au 7525, chemin de Chambly, Saint-Hubert, Québec J3Y 5K2.

Code de règles de procédures

- 1.3 Les séances du conseil des commissaires et ses délibérations se déroulent habituellement selon l’édition la plus récente du *Robert’s Rules of Order*. *Robert’s Rules of Order* ne doit pas contredire les articles de la Loi sur l’instruction publique.

Séances ordinaires

- 1.4 Les séances ordinaires du conseil des commissaires se tiennent normalement le troisième mardi de chaque mois. Les séances ont lieu au siège social et débutent à 19 h 30. À la demande du conseil et selon le calendrier adopté au plus tard le 30 juin, trois séances ou plus peuvent être tenues à une école ou un centre durant l'année.

Le conseil des commissaires peut, par résolution et dans un cas spécifique, déterminer un endroit autre que le siège social pour la tenue des séances ordinaires. Un tel cas fera l'objet d'un avis public.

Le conseil des commissaires doit, avant le 30 juin et par résolution, établir les dates des séances pour la prochaine année scolaire.

Séances extraordinaires

- 1.5 Les séances extraordinaires sont convoquées selon les procédures établies par la Loi sur l'instruction publique.

Séances du conseil

- 1.6 Les séances du conseil des commissaires peuvent être tenues n'importe quel jour de la semaine.

Quorum

- 1.7 Le quorum et le vote sont déterminés en vertu de la Loi sur l'instruction publique et selon les procédures de vote adoptées par le conseil.

Selon l'article 169, lorsqu'au moins un commissaire ou le directeur général est physiquement présent au lieu fixé pour la séance, les membres du conseil des commissaires peuvent participer à cette séance à l'aide de moyens permettant aux personnes qui participent ou qui assistent à cette séance de communiquer immédiatement entre elles. Un membre qui participe à l'aide de tels moyens est réputé être présent à cette séance.

Vote

- 1.8 Toutes les propositions doivent être appuyées. En général, les membres procèdent au vote à main levée à la demande du président de l'assemblée. Tout commissaire peut demander d'inscrire son nom, son vote ou son abstention dans le procès-verbal.

Ordre du jour et documentation

- 1.9 Au moins 48 heures avant la tenue de la séance, le secrétaire général transmet à chacun des membres, l'ordre du jour ainsi que la documentation relative aux points inscrits à l'ordre du jour.

Résolutions (motions)

- 1.10 Les résolutions préparées par les cadres supérieurs *doivent être* soumises au secrétaire général qui en fait la distribution conformément à l'article 1.9.

Les résolutions non distribuées conformément à l'article 1.9 du présent règlement (p. ex. l'ajout d'une résolution) peuvent être soumises par la direction pour étude lors d'une séance du conseil des commissaires. Les résolutions supplémentaires doivent être ajoutées à l'ordre du jour avant son adoption.

Les résolutions indépendantes doivent être soumises conformément aux « Procédures internes relatives à l'élaboration d'une résolution indépendante et l'avis de motion ».

Lorsqu'une résolution est présentée au conseil, elle peut être précédée d'un préambule du proposeur. Chaque commissaire peut prendre la parole une fois pour s'exprimer sur la résolution. Lorsque chacun des commissaires s'est exprimé sur la proposition, le président permet aux commissaires de s'exprimer une seconde fois pourvu qu'une telle intervention introduise une nouvelle idée se rapportant au sujet de discussion. Lorsque tous les membres se sont exprimés, le proposeur peut prendre la parole le dernier avant le vote.

Rapports

- 1.11 Tous les rapports présentés au conseil des commissaires doivent être faits par écrit et une copie doit être remise au secrétaire général.

Période de questions du public

- 1.12 Il y a deux périodes de questions du public : une période d'une durée de 30 minutes lors de l'ouverture de la séance et la seconde période d'une durée de 20 minutes a lieu en général à la fin des délibérations. Toutes les questions doivent s'adresser au président de l'assemblée. La période de questions peut être prolongée par vote majoritaire des membres présents. Des présentations ne sont pas permises durant la période de questions. Toutefois, une entente pour faire une présentation peut être convenue en conformité avec les « Règles de procédures à suivre pour faire une présentation au conseil des commissaires ».

Procès-verbal

- 1.13 En général, il n'y a pas de lecture du procès-verbal de la séance précédente, sauf si la majorité des commissaires présents le souhaite.

Le procès-verbal des délibérations du conseil des commissaires est consigné dans un registre appelé « Livre des délibérations ». Le procès-verbal adopté est signé par le président de la séance et le secrétaire général. Le secrétaire général appose ses initiales et le sceau de la commission scolaire sur chacune des pages du registre.

Intervention

- 1.14 Un commissaire qui souhaite prendre la parole doit en faire la demande au président. La personne qui prend la parole doit s'adresser uniquement à la présidence. Le président peut choisir de déléguer la réponse à la question à une autre personne.

Clôture de la séance

- 1.15 L'heure officielle de la clôture des séances ordinaires du conseil des commissaires est établie à 23 h. Cependant, la séance peut être prolongée par vote majoritaire des membres présents.

Procédures électorales du conseil des commissaires

1. Lorsque plus d'un poste identique est vacant, le conseil procède à l'élection des individus pour pourvoir ces postes simultanément.
2. Les membres peuvent poser leur candidature à ces postes. Un individu peut proposer la mise en candidature d'un membre absent pourvu que le membre en question ait accepté par écrit.
3. Suivant la clôture de la désignation des candidats, les candidats sont invités, en ordre inversé, à exprimer leur acceptation ou leur refus. Si le nombre de candidats est égal au nombre de postes vacants, les candidats sont ainsi élus. Si le nombre de candidats élus par acclamation est inférieur au nombre de postes vacants, une période de candidature additionnelle sera tenue.
4. Lorsque le nombre de désignations est supérieur au nombre de postes vacants, il y a lieu de procéder au vote. Chaque membre a le droit d'un vote par poste vacant et les candidats peuvent exposer brièvement leur candidature.
5. Précédent le vote, l'assemblée sélectionne deux scrutateurs, lesquels ne détiennent pas le droit de vote au conseil.
6. Un bulletin de vote est rejeté lorsqu'il contient plus de votes que le nombre de postes vacants; s'il contient plus d'un vote pour le même candidat; s'il porte des inscriptions autres que la marque normalement prescrite pour un vote.
7. Un candidat est élu lorsqu'il obtient la majorité de votes.
8. Un candidat qui obtient la majorité des voix est déclaré élu par le président.
9. Les résultats du vote demeurent des informations publiques. Lorsque le processus de vote est terminé, les bulletins de vote sont détruits.
10. Lorsque certains candidats ont obtenu le même nombre de votes pour les postes qui demeurent vacants, il y a lieu d'un second tour de scrutin et seuls les noms de ces candidats sont inscrits au bulletin de vote pour les postes en question.
11. Lorsqu'aucun des candidats n'obtient une majorité de votes pour les postes vacants, un tour de scrutin additionnel a lieu et le candidat qui reçoit le moins de votes est automatiquement éliminé. Lors de ce tour de vote additionnel, une majorité de votes suffit pour élire un candidat. Toutefois, il est à noter que ceci ne s'applique pas lorsque l'élimination dudit candidat fait en sorte que le nombre de candidats est insuffisant pour pourvoir les postes qui demeurent vacants.

12. Lorsque les résultats du vote sont égaux lors d'un tour du scrutin additionnel pour le même poste et que les mêmes candidats obtiennent un nombre de votes identiques, l'élection du candidat est déterminée par le vote du président.

Procédures internes relatives à l'élaboration d'une résolution indépendante et l'avis de motion

1. Cette procédure interne a pour objectif de faciliter, uniformiser et accélérer le processus de traitement d'un projet de résolution écrit, autre que les motions incidentes. L'emploi de cette procédure évitera le besoin de récrire ou de retirer certaines résolutions.
2. Un projet de résolution indépendante doit être présenté par écrit au secrétaire général au moins 48 heures avant la séance de travail du conseil.
3. L'élaboration d'un projet de résolution indépendante doit être faite selon la formule prescrite.
4. Lorsque le secrétaire général reçoit le texte, celui-ci est présenté au président du conseil des commissaires. Si certaines modifications sont proposées, le président en discute avec le proposeur et s'il y a lieu, la résolution est amendée et remise au secrétaire général. Un amendement, une correction ou une modification au texte original ne doit pas changer l'idée principale du texte original, sauf avec l'approbation du proposeur.
5. Les projets de résolutions indépendantes doivent faire l'objet d'une séance de travail des commissaires avant d'être déposés à une séance ordinaire du conseil des commissaires.
6. Le secrétaire général doit faire parvenir une copie de l'avis de motion d'un projet de résolution à tous les commissaires et aux administrateurs avant la tenue de la séance ordinaire du conseil des commissaires.
7. De plus, un commissaire peut signifier son intention de déposer une résolution indépendante en présentant un avis de motion lors d'une séance ordinaire ou d'une séance de travail du conseil.

Annexe 3

Modèle de formule pour la présentation d'un projet de
résolution indépendante

Nom du proposeur : _____

Cette section est réservée au secrétaire général

Date à laquelle la présentation est soumise au secrétaire général : _____

Date à laquelle la présentation est soumise au président : _____

Date de la séance du conseil : _____

Titre de la proposition : _____

Élaboration de la proposition :

Règles de procédures à suivre pour faire une présentation

Présentation au conseil des commissaires

Les demandes de faire une présentation au conseil des commissaires doivent être soumises au secrétaire général. Le secrétaire général en informe le président qui décide s'il y a lieu d'accepter la présentation et il détermine la date et l'heure à laquelle celle-ci aura lieu. Le secrétaire général en avise le proposeur.

Les dispositions quant à la documentation et la durée de la présentation seront établies préalablement avec le secrétaire général.



Le règlement # 1 – Délégation de pouvoirs au comité exécutif a été adopté par le conseil des commissaires le 21 novembre, 2017.

Signé en conformité avec l'article 396 de la *Loi sur l'instruction publique* à Saint-Hubert, Québec.

Dan Lamoureux, Président

John McLaren. Secrétaire général

Voting Procedures for Elections by Council

1. Where more than one identical position must be filled, Council will proceed to elect individuals to all positions simultaneously.
2. Members may nominate themselves and they may also be nominated in absentia providing the nominee has accepted in writing.
3. Following closure of nominations, nominees will be asked, in reverse order, if they accept or refuse. Should the number of candidates be equal to the number of available positions, the candidates will be declared elected. Should the number of candidates elected by acclamation be less than the number of positions available, an additional nomination period will be held.
4. Where the number of nominations exceeds the number of available positions a vote will be held. Each member will have one vote per position available and candidates will be allowed to speak briefly to their candidacy.
5. Prior to the vote, the assembly will select two scrutineers who are not voting members of Council.
6. A ballot will be rejected if: it contains more votes than there are positions available; it contains more than one vote for a same candidate; it is defaced by any writing other than a normal voting mark.
7. A candidate must receive a majority of votes to win.
8. The Chairman will declare elected the candidate(s) with the highest number of votes.
9. Results of voting are public. Upon completion of the voting process, ballots will be destroyed.
10. Where a number of candidates have received the same number of votes for the remaining position, an additional vote will be held in which only the names of those candidates having received an equal number of votes for the remaining position will be included on the ballot.
11. Where none of the remaining candidates has received a majority of votes for the remaining positions, an additional round of voting will be held wherein the candidate or candidates having received the least number of votes in the preceding vote will be eliminated from the ballot. Furthermore, for this additional round of voting, a simple majority of the votes cast shall suffice to declare a winner. Note that this item will not apply in situations where the elimination of said candidate(s) would result in an insufficient number of candidates for the number of remaining positions.
12. Where the results of a vote are equal, and an additional vote for the same position with the same candidates results in a second tied vote, the Chairman shall decide the winner or winners by his casting vote.

Internal Procedure for the Drafting of Independent Resolutions and Notices of Motion

1. The aim of this internal procedure is to facilitate, standardize and expedite the processing of written Draft Resolutions, other than incidental motions. The use of the procedure will help eliminate the need to withdraw and re-write some resolutions.
2. Independent draft resolutions shall be submitted in writing to the Secretary General no later than 48 hours prior to a working session of Council.
3. The text shall be submitted on the Draft Form provided for independent draft resolutions.
4. The Secretary General shall submit the text received to the Chairman of the Council of Commissioners. If any changes are proposed the Chairman will discuss them with the originator and, if needed, amendments shall be made and given to the Secretary General. It is understood that any amendments, corrections or changes made to the original text must in no way affect the original intent of the text, unless authorized by the originator.
5. Independent draft resolutions shall be referred to a working session of Commissioners prior to presentation at the Council of Commissioners.
6. The Secretary General shall forward a copy of the draft resolutions of motion to all Commissioners and Directors prior to the regular Board meeting.
7. In addition, a commissioner may signify the intent to deposit an independent resolution by giving a notice of motion at a Council meeting or work session.

Draft Form for Independent Draft Resolutions

Name of Originator: _____

This section is for the use of the Secretary General

Date Submitted to the Secretary General: _____

Date Submitted to the Chairman: _____

Date of Council Meeting: _____

Title of motion: _____

Text of motion: _____

Guidelines for Presentations

Made to the Council of Commissioners

Requests to make a presentation to Council must be made to the Secretary General. The Secretary General will advise the Chairman who will then decide if and when the presentation may be heard. The Secretary General shall advise the individual of the date and time that Council will hear the presentation.

Arrangements with respect to documentation and length of presentation shall be made with the Secretary General in advance.



This By-Law # 1 – Generalities and Meetings of the Council of Commissioners of Riverside School Board, was adopted at the Council of Commissioners on June 26, 2012.

Signed, in accordance with Section 396 of the Education Act, at Saint-Hubert, Quebec.

Dan Lamoureux, Chairman

John McLaren, Secretary General



Riverside School Board – By-Law **Resolution B-20171121**

By-Law 14 – Examination of Complaints Procedure

N. B. - This by-law should be read in conjunction with Article 220.2 of the Quebec Education Act (R.S.Q. c.1-13.3)

By-Law Name:	Generalities and Meetings of the Council of Commissioners of Riverside School Board
By-Law Number:	14
Resolution Number:	
Date Approved by Council:	
Date of Next Review:	

1. Reference

The present By-Law is established in accordance with Article 220.2 of the Quebec Education Act (R.S.Q.. c.1-13.3) and in conformity with the Regulation respecting the Complaint Examination Procedure Established by a School Board (c.1-13.3,r.7.1).

2. Objective

This By-Law is intended to provide for a process to ensure:

- that there is a system in place to resolve problematic situations;
- that there is an examination of complaints procedure in place in the event that the problem resolution procedure was unsuccessful;
- that complaints are resolved in a confidential and timely manner;
- the rights of the interested parties involved in the complaint are respected;
- every complaint is treated in a fair and objective manner.

3. Definitions

3.1 Complaint: The written notice referred to section 4.2.1 of this by-law.

Revision adopted by Council on November 21, 2017.

3.2 Complainant: A student of the school board or the student's parents or guardian who files the complaint.

3.3 Interested Parties: The complainant and the person against whom the complaint is made.

3.4 Student Ombudsman: the person who is designated by the Council of Commissioners, after consultation with the Parents' Committee and upon the recommendation of the Governance and Ethics Committee, and whose mandate is to give an opinion on whether a complaint is founded and recommend, if need be, any appropriate corrective measures

4. General Provisions

4.1 Problem Resolution Procedure

Prior to filing a complaint with the Office of the Secretary General, the complainant will have done the following:

- a) Contacted the person(s) involved, either by phone or in writing, and express his or her dissatisfaction with the decision, service or policy. If the dissatisfaction persists, complainant should request an in-person meeting to attempt to resolve the problem.
- b) If the problem remains unresolved, the complainant should then contact the school's principal, either by phone or in writing, and express his or her dissatisfaction with the decision, service or policy. If the dissatisfaction persists, complainant should request an in-person meeting to attempt to resolve the problem.
- c) If the meeting with the principal did not resolve the problem, then the complainant should contact, in writing, the director of schools or the director of the service, outlining the problem and a written response shall be sent to complainant.
- d) In the event the problem remains unresolved, then the complainant should contact, in writing, the Director General outlining the problem and a written response shall be sent to complainant.

4.2 Examination of Complaints Procedure

4.2.1 The complainant shall file a written complaint with the Secretary General in the format prescribed by the Secretary General and which can be found on the School Board's Website.

4.2.2 Upon receiving the complaint, the Secretary General will determine whether the complainant has followed the problem resolution process outlined in section 4.1. In the event that complainant has not done so, the Secretary

General will advise the complainant, in writing, within five (5) days to pursue the problem resolution procedure before filing a complaint.

4.2.3 If the complainant has followed the procedure set out in section 4.1, the Secretary General will, within ten (10) days, inform the complainant, in writing, whether the complaint qualifies for reconsideration of a decision by the Executive Committee of the Council of Commissioners as per sections 9 to 12 of the Quebec Education Act. He will, in all cases, inform the complainant of the possibility of having the complaint referred to the Student Ombudsman.

4.2.4 In the event that that complaint is determined to be eligible for reconsideration by the Executive Committee then the complainant will have to choose between filing for such a reconsideration or referring the complaint to the Student Ombudsman as both recourses are mutually exclusive.

5. Reconsideration of a Decision by the Council of Commissioners

5.1 The Council of Commissioners shall examine, within thirty (30) days, the request for the reconsideration of a decision which has been referred to it by the Secretary General and shall adopt a resolution, in public, either confirming or overturning, in part or in its entirety, said decision.

5.2 The Secretary General shall forward a copy of the resolution to the interested parties within two (2) days of the adoption of said resolution.

5.3 The meetings of the Council of Commissioners in reconsideration of a decision are to be held *in camera*.

6. Complaint referred to the Student Ombudsman

6.1 The Student Ombudsman will investigate complaints which have been referred to him by the Secretary General. In the event that a complaint is filed directly with the Student Ombudsman, the latter will invite the complainant to follow the problem resolution procedure referred to in section 4.1 of this by-law.

6.2 The Student Ombudsman must refuse or cease to examine a complaint upon becoming aware or being informed that the complaint concerns a fault or an act for which a complaint has been filed with the Minister under section 26 of the Education Act.

6.3 The Student Ombudsman may dismiss a complaint upon summary examination if he is of the opinion that it is frivolous, vexatious, made in bad faith or if too much time has elapsed since the event that gave rise to the complaint.

6.4 The Student Ombudsman may take up the complaint at any stage of the complaint examination procedure if the Student Ombudsman considers that

intervention is necessary to prevent harm from being caused to the complainant.

6.5 In conducting the investigation of a complaint, the Student Ombudsman may invite the complainant and any interested parties to submit their observations.

6.6 The Student Ombudsman may require the cooperation of any staff member of the School Board whose expertise is considered necessary by the Ombudsman and may, with the authorization of the Executive Committee, call on an outside expert.

6.7 The Student Ombudsman will, within thirty (30) days of receipt of the request, inform the interested parties and the Executive Committee, in writing, of his decision and of his recommendations for appropriate corrective measures, if applicable.

6.8 The Executive Committee shall examine the Student Ombudsman's recommendation for appropriate corrective measures and will adopt a resolution, either accepting or refusing, in part or in its entirety, the recommendation and this within ten (10) days of receipt of the Ombudsman's decision. The Executive Committee may require the presence of the Student Ombudsman during its deliberations.

6.9 The Secretary General shall forward a copy of the resolution to the interested parties within two (2) days of the adoption of said resolution.

7. Office of the Student Ombudsman

7.1 The term of the Student Ombudsman may not be for less than three (3) years. It may only be revoked by a vote of at least two-thirds of the commissioners entitled to vote.

7.2 The Student Ombudsman is under the responsibility of the Council of Commissioners as is his or her Substitute.

7.3 The Student Ombudsman and his or her Substitute may not be a member of the Council of Commissioners or a member of the School Board personnel.

7.4 The Student Ombudsman must declare to the Council of Commissioners any conflict of interest situations. In such cases, the Student Ombudsman's Substitute will handle the complaint. The Substitute will also handle complaints in the event that the Student Ombudsman is otherwise unavailable.

7.5 The Council of Commissioners delegates to the Executive Committee the review of the Student Ombudsman's report and to decide on the actions to be taken, if any.

7.6 The Student Ombudsman must provide an annual report to the Council of Commissioners stating the number of complaint referrals received and their nature, the corrective measures recommended and any action taken. This report must be included in the Board's Annual Report. The Substitute shall send his report to the Student Ombudsman in time for the preparation of the Student Ombudsman's Annual Report.

7.7 The Student Ombudsman may be asked to present his Annual Report, in person, to the Executive Committee.

8. Rights of the Complainant and other Interested Parties

8.1 An interested party has the right to be assisted by the person of his or her choice at any stage of the proceedings provided for in this by-law. However, only interested parties may make representations.

8.2 A complainant may receive assistance from the Secretary General in the filing of a complaint referred to in section 4.1 of this by-law.

8.3 The School Board will take the necessary measures to ensure the confidentiality of a complainant and to prevent any form of retaliation against him or her.

8.4 The examination of complaints procedure established under this by-law may not result in limiting the complaints that may be made by students, their parents or legal guardian.

9. Obligations of the School Board

9.1 At the beginning of each school year, the School Board shall inform its students and parents or guardian of Riverside School Board's examination of complaints procedure. The procedure and the contact information regarding the Student Ombudsman shall be published on the School Board's Website.

9.2 The School Board shall give an account of the complaint examination procedure in its Annual Report

Student Ombudsman's Report 2016-2017

I respectfully submit the Student Ombudsman Report for the 2016-17 school year. I replaced Peter Woodruff as Student Ombudsman in January 2017. The data presented in this report includes the cases managed by Mr. Woodruff from September to December of 2016, and the cases I worked on from January to August 2017.

The Role of the Student Ombudsman

The Student Ombudsman falls under the responsibility of the Council of Commissioners, but is neither a member of the council of commissioners nor a member of the personnel of the school board. He acts independently, as a neutral and confidential resource for students and parents.

Formal Role:

After having exhausted all the levels of complaint described in RSB By-Law 14, a student or parents/guardians of the student may refer their complaint to the Student Ombudsman if they are dissatisfied with the way the complaint was handled or with the outcome. The Student Ombudsman may decide to undertake the examination of a complaint if he decides that the complaint is serious in nature, and cannot be suitably resolved using the Procedure of Examination of Complaints. The complaint must be in writing. He then has 30 days to investigate and produce a report with recommendations to the Council of Commissioners.

Informal Role:

The RSB Complaints Procedure is described under the Student Ombudsman heading on the RSB Web Page. (as it does for most other school boards). The impression this gives is that all complaints come under the mandate of the Ombudsman. Consequently, most of the requests for assistance that Mr. Woodruff and I received came before all the levels of complaint had been exhausted. This put us in the privileged position of being able to assist parents and students during the complaint process. We have provided information on what steps to take next; and directed parents and students towards the RSB personnel who can best help them. In several cases we intervened, using shuttle diplomacy, to help find a resolution to the complaint.

The Data

Mr Woodruff and I received 39 requests for assistance this school year.

Formal Complaints:

Mr. Woodruff and I received **no formal written complaint** leading to a report and recommendations to the Council of Commissioners.

Informal requests for assistance:

The data in this report describes requests for assistance in resolving complaints from students or parents who had not exhausted all the levels described in the RSB Complaints Procedure. It includes parents or students who just wanted advice on how to proceed. It also includes parents who wanted help with their appeal using EA Sections 9-12. The Student Ombudsman mandate was extended in January to include students in RSB adult programs. Therefore, the data on adult students dates from January 2017, onwards.

2016-17 Requests for Assistance				
Category	Elementary	Secondary	Adult	Totals
Administrative sanctions (code of conduct)	1	6	1	8
Appeals: suspension/expulsion	0	4	0	4
Curriculum/Mark review	1	2	0	3
Fees	1	1	1	3
Services for students with special needs	3	3	0	6
Teacher/Staff behavior	1	1	1	3
Transportation	3	0	0	3
Other	1			1
Request for info from outside RSB	1	1	0	2
Violence and bullying	Elementary	Secondary	Adult	
Student to student	2	2	0	4
Staff to student	1	1	0	2

Analysis-Requests for Assistance

The data in this report is a very small and skewed sampling of the total number of complaints that have occurred this year. Not every complaint is forwarded to the Student Ombudsman, nor is he made aware of resolutions found. My interactions with students, parents and staff this year led me to the impression that most complaints brought to schools are taken seriously and that there is a general willingness to find resolutions. I found the same to be true of complaints that escalated to the directorate.

The great majority of complaints brought to the Student Ombudsman (P. Woodruff, E. Di Ioia) were either resolved or were dropped by the complainants. None of the complaints escalated to a formal complaint requiring investigation and a report to the Council of Commissioners. Two cases remain ongoing.

Recommendations

These recommendations specifically target the issues and people that I worked with as Student Ombudsman. I must caution that it would be unwise to draw conclusions about system wide issues from these recommendations, given that they are based on a small number of cases and are biased by the people and issues I dealt with. At most they should lead to deeper probing questions.

Communication Practices

Communication practices used in responding to complaints were identified as problematic by several complainants.

- Respond to complaint calls/emails in a timely fashion. This may require delegating people to triage complaints.
- People responding to complaints need training and sustained support. This training needs to help responders better listen for core issues. The training should include conflict management strategies.

Special Needs Students

Complaints concerned adaptations or lack of adaptations in place for students. There were also concerns expressed about the accuracy of IEP's.

- Continued support for regular stream teachers in adapting material and for special needs students. The support should be onsite, with coaching and feedback. Perhaps the school resource teacher could be helped in taking a leadership role.
- Assess and ensure the understanding that "equal" treatment does not mean "equitable" treatment, and that students with special needs have a right to accommodations.
- Ensure the IEP process is understood by all involved. *
- Provide parents with information on the IEP process on the RSB web page.

Appeals Process (Section 9-12 of the Education Act)

Parents/students who asked for help with their EA 9-12 appeals, in addition to the assistance they received from the Secretary General, had common impressions. All felt that the appeal decisions were predetermined by how rigidly the Policy to "Maintain a Safe, Respectful and Drug-Free Environment in Schools" was applied. Some complained about how difficult it was to understand the process involved.

- Ensure that required written documentation is provided in a timely fashion.
- Consider implementing the recommendation made by Mr. Woodruff in last year's report: "That the Council encourage the Director General to fine-tune the consequences imposed upon students found in violation of the Policy to Maintain a Safe, Respectful and Drug-Free Environment in Schools, adjusting them to suit the severity and frequency of the infractions."

*I would like to applaud the Complimentary Services Team for their initiative in leading a review of the IEP process with school administrators (August 2017).

Analysis-Violence and Bullying

I must caution that the number of requests for assistance in cases of violence and bullying cited in this report does not reflect the cases of bullying across the school board, but only those cases received by the Student Ombudsman. (Given the confidential nature of my work, I do not share information shared with school board personnel unless the student/parents explicitly ask me to share it.) Solutions, for the cases I worked on, were found at the school level or at the level of the directorate.

Recommendations

Mechanisms have been put in place in every school to enable students to report instances of violence or bullying. It is important to actively and systematically promote these mechanisms to ensure that students use them. This is especially important for mechanisms that allow students to report incidents anonymously.

Personal note

I would like to express my thanks to all the RSB personnel for their cooperation when responding to my questions, and who, in some cases, went beyond the call of duty to help find solutions for parents/students.

I especially want to express my gratitude to the parents and students who put their trust in me as Student Ombudsman. Serving them has been a privilege.

Respectfully submitted,
October 12, 2017



Enzo Di Iorio
Student Ombudsman
for the Riverside School Board

Commission scolaire Riverside – Règlement

Résolution B639-20171121

Règlement numéro14 – Procédure d’examen des plaintes

N. B. - Ce règlement doit être lu en parallèle avec l'article 220.2 de la Loi sur l'instruction publique (R.S.Q. c.1-13.3)

Nom du règlement :	Procédure d'examen des plaintes
Numéro du règlement :	14
Numéro de la résolution :	B639-20171121
Adoption par le conseil:	Reçu pour consultation
Prochaine révision:	

1. Référence

Le présent règlement est établi conformément à l'article 220.2 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3) ainsi qu'en vertu du Règlement sur la procédure d'examen des plaintes établie par une commission scolaire (chapitre I-13.3, r.7.1).

2. Objectif

Le présent règlement est établi dans le but de s'assurer :

- Qu'un système soit en place pour résoudre les situations problématiques ;
- Qu'une procédure d'examen des plaintes soit en place dans l'éventualité où la procédure de résolution de problème échoue ;
- Que les plaintes soient traitées de façon confidentielles et dans les meilleurs délais ;
- Que les droits des parties intéressées soient respectés ;
- Que toutes les plaintes soient traitées de manières équitables et objectives.

Reçu pour consultation par le Conseil des commissaires le 21 novembre 2017.
Le masculin est utilisé dans le seul but d'alléger le texte.

3. Définitions

3.1 Plainte : L'avis écrit visé à l'article 4.2.1 du présent règlement.

3.2 Plaignant : Un élève de la Commission scolaire ou les parents ou tuteurs dudit élève qui a ou ont déposé une plainte.

3.3 Parties intéressées : Le plaignant ainsi que la personne qui fait l'objet de la plainte.

3.4 Protecteur de l'élève : La personne nommée par le Conseil des commissaires, après consultation du comité de parents, et sur la recommandation du comité de gouvernance et d'éthique, dont le mandat est d'émettre une opinion à savoir si une plainte est fondée et de recommander des mesures correctives, au besoin.

4. Dispositions générales

4.1 Procédure de résolution de problèmes

Avant de déposer une plainte auprès du Bureau du secrétaire général, le plaignant doit avoir complété les étapes suivantes :

- a) Avoir communiqué avec les personnes concernées, soit par téléphone ou par écrit, pour exprimer son insatisfaction à l'égard d'une décision, d'un service ou d'une politique. Si l'insatisfaction persiste, le plaignant doit demander une rencontre pour tenter de résoudre le problème.
- b) Si le problème n'est toujours pas résolu, le plaignant doit communiquer avec la direction d'école concernée, par téléphone ou par écrit, afin d'exprimer son insatisfaction à l'égard d'une décision, d'un service ou d'une politique. Si l'insatisfaction persiste, le plaignant doit alors demander une rencontre en personne pour tenter de résoudre le problème.
- c) Si la rencontre avec la direction d'école n'a pas résolu le problème, le plaignant doit alors communiquer, par écrit, avec la direction des services éducatifs ou la direction du service concerné et décrire le problème. Une réponse par écrit sera par la suite envoyée au plaignant.
- d) Si le problème n'est toujours pas résolu, alors le plaignant doit communiquer, par écrit, avec le directeur général et décrire le problème. Une réponse par écrit sera par la suite envoyée au plaignant.

4.2 Procédures pour l'examen des plaintes

4.2.1 Le plaignant devra déposer une plainte auprès du secrétaire général dans le format prescrit par le secrétaire général et qui est disponible sur le site Internet de la commission scolaire.

4.2.2 Sur réception de la plainte, le secrétaire général vérifiera si le plaignant a suivi les étapes de résolution de problèmes tel que décrites à l'article 4.1. Dans l'éventualité où le plaignant n'aurait pas suivi la procédure de résolution de problèmes, le secrétaire général avisera le plaignant par écrit, dans les cinq (5) jours de se conformer à ladite procédure de résolution de problèmes avant de déposer une plainte.

4.2.3 Si le plaignant a suivi la procédure tel que décrite à l'article 4.1, le secrétaire général informera le plaignant par écrit, dans les dix (10) jours si la plainte est admissible pour réexamen d'une décision par le comité exécutif du Conseil des commissaires conformément aux sections 9 à 12 de la Loi sur l'instruction publique. Dans tous les cas, le secrétaire général informera le plaignant de la possibilité de déposer une plainte auprès du protecteur de l'élève.

4.2.4 Dans l'éventualité où la plainte est admissible pour réexamen par le comité exécutif, le plaignant devra choisir entre la demande de réexamen ou le recours auprès du protecteur de l'élève, les deux recours étant mutuellement exclusifs.

5. Réexamen d'une décision par le Conseil des commissaires

5.1 Le Conseil des commissaires devra procéder à l'examen de la demande de révision d'une décision dans les trente (30) jours suivant la réception de ladite demande qui lui a été référée par le secrétaire général et devra adopter une résolution, en public confirmant ou infirmant, en partie ou en totalité, ladite décision.

5.2 Le secrétaire général devra transmettre une copie de la résolution aux parties intéressées, dans les deux (2) jours suivant l'adoption de ladite résolution.

5.3 Les réunions du Conseil des commissaires pour réexamen d'une décision auront lieu à *huis clos*.

6. Plaintes référées au Protecteur de l'élève

6.1 Le protecteur de l'élève devra examiner les plaintes qui lui ont été référées par le secrétaire général. Si une plainte est déposée directement auprès du

protecteur de l'élève, ce dernier invitera le plaignant à suivre la procédure de résolution de problèmes tel que décrite à l'article 4.1 du présent règlement.

6.2 Le protecteur de l'élève doit refuser ou cesser d'examiner une plainte dès qu'il constate ou qu'il est informé que la plainte concerne une faute ou un acte pour lequel une plainte a été déposée auprès du ministre en vertu de l'article 26 de la Loi sur l'instruction publique.

6.3 Le protecteur de l'élève peut, sur examen sommaire, rejeter une plainte qu'il juge frivole, vexatoire, faite de mauvaise foi ou s'il estime qu'un laps de temps trop long s'est écoulé entre le déroulement de l'évènement et le dépôt de la plainte.

6.4 Le protecteur de l'élève peut se saisir d'une plainte à toute étape de la procédure d'examen des plaintes s'il estime que son intervention est nécessaire afin éviter que le plaignant ne subisse un préjudice.

6.5 Lors de l'étude de la plainte, le protecteur de l'élève peut inviter le plaignant et toute partie intéressée à présenter leurs observations.

6.6 Le protecteur de l'élève peut requérir la collaboration de tout membre du personnel de la Commission scolaire dont il juge l'expertise nécessaire et, avec l'autorisation du comité exécutif, pourra avoir recours à un expert externe.

6.7 Le protecteur de l'élève avisera, par écrit, les parties intéressées et le comité exécutif de sa décision ainsi que de ses recommandations à titre de mesures correctives, le cas échéant, dans les trente (30) jours suivant la réception de la demande.

6.8 Le comité exécutif examinera les mesures correctives recommandées par le protecteur de l'élève et adoptera une résolution les acceptant ou les refusant, en partie ou en totalité, dans les dix (10) jours suivant la réception de la décision du protecteur de l'élève. Le comité exécutif pourra exiger la présence du protecteur de l'élève au cours de ses délibérations.

6.9 Le secrétaire général transmettra une copie de la résolution aux parties intéressées dans les deux (2) jours suivants l'adoption de ladite résolution.

7. Bureau du protecteur de l'élève

7.1 La durée du mandat du protecteur de l'élève ne peut être inférieure à trois (3) années. Son mandat ne peut être révoqué que par le vote d'au moins des deux tiers des commissaires ayant le droit de vote.

7.2 Le protecteur de l'élève ainsi que son substitut relèvent du Conseil des commissaires.

7.3 Le protecteur de l'élève et son substitut ne peuvent pas être des membres du Conseil des commissaires ni du personnel de la commission scolaire.

7.4 Le protecteur de l'élève doit révéler au Conseil des commissaires toute situation de conflit d'intérêts. Dans un tel cas, le substitut du protecteur de l'élève traitera la plainte. Le substitut s'occupera également des plaintes lorsque le protecteur de l'élève n'est pas disponible.

7.5 Le Conseil des commissaires délègue au comité exécutif l'examen du rapport soumis par le protecteur de l'élève et aux actions à prendre le cas échéant.

7.6 Le protecteur de l'élève doit remettre au Conseil des commissaires son rapport annuel indiquant le nombre de plaintes reçues, la nature de celle-ci, les mesures correctives recommandées ainsi que les suites qui leur ont été données. Ce rapport doit paraître dans le rapport annuel de la commission scolaire. Le substitut doit transmettre son rapport au protecteur de l'élève à temps pour la préparation du rapport annuel du protecteur de l'élève.

7.7 Le comité exécutif peut demander au protecteur de l'élève de venir présenter son rapport annuel en personne.

8. Droits du plaignant et des autres parties intéressées

8.1 Toute partie intéressée peut être accompagnée par la personne de son choix à toute étape de la procédure d'examen des plaintes; cependant, seules les parties intéressées peuvent faire des représentations.

8.2 Le plaignant peut recevoir l'assistance du secrétaire général pour déposer une plainte auquel réfère l'article 4.1 du présent règlement.

8.3 La commission scolaire prendra les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité du plaignant et pour éviter toute forme de représailles contre le celui-ci.

8.4 La procédure d'examen des plaintes établie par le présent règlement ne peut avoir pour effet de limiter les plaintes qui peuvent être formulées par les élèves, leurs parents ou leurs tuteurs.

9. Engagements de la commission scolaire

9.1 La commission scolaire devra informer les élèves, leurs parents ou tuteurs de la procédure d'examen des plaintes au début de chaque année scolaire. La procédure ainsi que les coordonnées du protecteur de l'élève doivent être diffusées sur le site Internet de la commission scolaire.

9.2 La commission scolaire devra faire état de l'application de la procédure d'examen des plaintes dans son rapport annuel.



SCHOOL ELECTIONS - DIVISION OF THE TERRITORY

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Council of Commissioners of Riverside School Board has adopted the proposed division of the territory of Riverside School Board into eleven (11) electoral divisions for the purpose of school board elections.

Any persons wishing to examine the electoral divisions may do so by presenting themselves at the Administrative Office of the school board situated at 7525, Chemin de Chambly, Saint-Hubert, (Québec), between the hours of 9:00 a.m. to 12:00 p.m. and 1:00 p.m. to 4:00 p.m. from Monday to Friday until July 10, 2017 or on the Riverside School Board website at www.rsb.qc.ca. Note: Cet avis est aussi disponible en français sur le site internet et au centre administratif.

The proposed electoral division are as follows:

Electoral Division	Description	Number of Electors
1	<p>Includes the following municipalities : Contrecoeur (V), Calixa-Lavallée (M), La Présentation (M), Massueville (VL), Sorel-Tracy (V), Varennes (V), Verchères (M), Saint-Aimé (M), Sainte-Anne-de-Sorel (M), Saint-Antoine-sur-Richelieu (M), Saint-Bernard-de-Michaudville (M), Saint- Charles-sur-Richelieu (M), Saint-David (M), Saint-Denis-sur-Richelieu (M), Saint-Gérard-Majella (P), Saint-Joseph-de-Sorel (V), Saint-Jude (M), Saint-Louis (M), Sainte-Marie-Madeleine (P), Sainte-Madeleine (VL), Saint-Marcel-de-Richelieu (M), Saint-Ours (V), Saint-Robert (M), Saint- Roch-de-Richelieu (M), Sainte-Victoire-de-Sorel (M), Mont-Saint-Hilaire (V), Saint-Barnabé-Sud (M), Saint-Damase (M), Saint-Dominique (M), Saint-Hyacinthe (V), Saint-Hugues (M), Saint-Jean-Baptiste (M), Saint-Liboire (M), Saint-Pie (V), Saint-Simon (M), Saint-Valérien-de-Milton (M), Sainte-Hélène-de-Bagot (M), Sainte-Julie (V), Saint-Amable (M), Saint-Marc-sur-Richelieu (M), Saint-Mathieu-de-Beloil (M), Beloil (V) and McMasterville (M).</p> <p>Also includes the part of the municipality of Yamaska located on the territory of the School Board.</p>	2,051
2	<p>Includes the part of the City of Longueuil that corresponds to the borough of Vieux-Longueuil excluding the part of the borough located south-west of the junction of Taschereau Boulevard (highway 134) and Sir-Wilfrid-Laurier (Highway 116).</p> <p>Also includes the part of the City of Longueuil located in the borough of Saint-Hubert and bounded as follows: the part of the borough located to the north of Sir-Wilfrid-Laurier (Highway 116).</p>	1,931
3	<p>Includes the following municipalities: Boucherville (V), Saint-Bruno-de-Montarville (V) and Saint-Basile-le-Grand (V).</p> <p>Also includes the part of the City of Carignan located to the north of ruisseau Massé (Antoine-Forestier sector and Jean-De Fonblanche and Antoine-Forestier Streets).</p>	2,493
4	<p>Includes the following municipalities: Chambly (V), Marieville (V), Mont-Saint-Grégoire (M), Rougemont (M), Sainte-Angèle-de-Monnoir (M), Richelieu (V), Saint-Mathias-sur-Richelieu (M) and Otterburn Park (V).</p> <p>Also includes the City of Carignan, excluding the area to the north of ruisseau Massé (Antoine-Forestier sector and Jean-De Fonblanche and Antoine-Forestier Streets).</p> <p>Also includes the part of the City of Longueuil located in the borough of Saint-Hubert and bounded as follows: the part of the borough located east of Highway 30.</p>	2,046
5	<p>Includes the City of Saint-Lambert.</p> <p>Includes the part of the City of Longueuil located in the borough of Vieux-Longueuil and bounded as follows: the part of the borough situated to the south-west of the junction of Taschereau Boulevard (Highway 134) and Sir-Wilfrid-Laurier (Highway 116).</p>	1,831

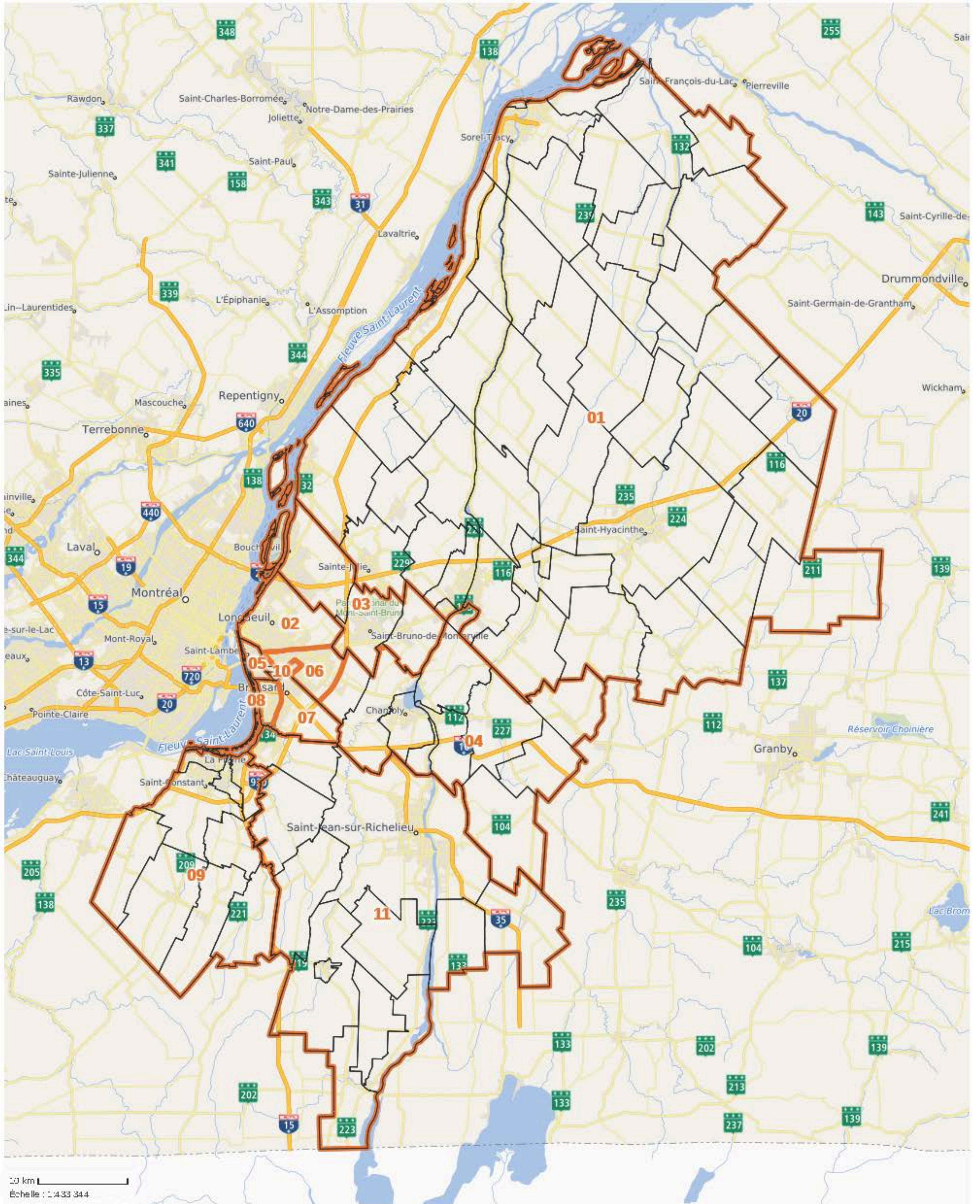
6	Includes the part of the City of Longueuil located in the borough of Saint-Hubert and bounded as follows: the part of the borough situated to the south of Sir-Wilfrid-Laurier Boulevard (Highway 116) and to the west of Highway 30.	2,699
7	Includes part of the City of Brossard bounded as follows: Starting from a point located at the intersection of Lapinière Boulevard and the northern municipal limit, the northern, eastern and southern municipal limit, Taschereau Boulevard (Highway 134), Lapinière Boulevard back to the starting point. The territory described corresponds to the following municipal sectors: A, B, C, I, J, L, M, N, O, X and Y.	2,894
8	Includes the part of the City of Brossard bounded as follows: Starting from a point located at the intersection of the northern municipal limit and Lapinière Boulevard, Boulevard Lapinière, Taschereau Boulevard (Highway 134), the southern, western and northern municipal limit back to the starting point. The territory described corresponds to the following municipal sectors: P, R, S, T, V and W.	2,748
9	Includes the following municipalities: Delson (V), Sainte-Catherine (V), Saint-Constant (V), Candiac (V), Saint-Rémi (V), Saint-Isidore (P), Saint-Michel (M), Saint-Édouard (M) and Saint- Mathieu (M).	2,854
10	Includes the part of the City of Longueuil that corresponds to the borough of Greenfield Park.	2,374
11	Includes the following municipalities : La Prairie (V), Saint-Jean-sur-Richelieu (V), Saint-Philippe (V), Saint-Jacques-le-Mineur (M), Lacolle (M), Napierville (M), Sainte-Anne-de-Sabrevois (P), Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix (M), Saint-Valentin (M), Saint-Alexandre (M) and Saint-Blaise-sur-Richelieu (M). Also includes the part of the Municipality of Saint-Cyprien-de-Napierville located on the territory of the School Board.	2,466



John McLaren, Secretary General

Given at Saint-Hubert (Québec)
June 26, 2017

Proposed Electoral Division of Riverside School Board Territory



2018-2019

PLAN DE REGROUPEMENT - PRIMAIRE ***REGROUPMENT PLAN - ELEMENTARY***

INSTRUCTION GIVEN IN ENGLISH

Dance
Drama
General Subjects
Music
Physical Education and Health
Special Education
Visual Arts

INSTRUCTION GIVEN IN FRENCH

Art dramatique
Arts plastiques
Danse
Éducation physique et santé
Enfance inadaptée
French Immersion
French Second Language
Musique



2018-2019

PLAN DE REGROUPEMENT - SECONDAIRE
REGROUPEMENT PLAN - SECONDARY

INSTRUCTION GIVEN IN ENGLISH

Computer Sciences
Dance
Drama
English Language Arts
Ethics and Religious Culture
Guidance
Human Sciences
Home Economics
Mathematics
Music
Physical Education and Health
POP (Personal Orientation Project)
Science and Technology
Special Education
Visual Arts

INSTRUCTION GIVEN IN ANOTHER LANGUAGE

Éthique
Français
French Second Language
Sciences et technologie
Sciences humaines
Spanish

2018-2019

***PLAN DE REGROUPEMENT
EDUCATION DES ADULTES
REGROUPEMENT PLAN – ADULT EDUCATION***

Computer Sciences
English Language Arts
English Second Language
French Second Language
Human Sciences
Mathematics
Natural Sciences
Film Studies
Multi-Media Art
Personal & Social Development
Physical Education
Resource
Social Integration
Sociovocational Integration
Spanish
Visual Arts
Francisation

***PLAN DE REGROUPEMENT
FORMATION PROFESSIONNELLE
REGROUPEMENT PLAN – VOCATIONAL EDUCATION***

Accounting
Secretarial Studies
Starting a Business
Health Assistance and Nursing
Home Care Assistance
Assistance in Health Care Facilities
Masonry - Bricklaying
Pharmacy Technical Assistance
Sales Representation
Hygiene and Sanitation
School Daycare Education
Resource
Stationary Engine Mechanics

ÉLECTIONS SCOLAIRES - DIVISION DU TERRITOIRE

AVIS PUBLIC est par la présente donné que le conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside a adopté son projet de division du territoire de la Commission scolaire Riverside en onze (11) circonscriptions électorales en vue des élections scolaires.

Quiconque souhaite consulter le projet de découpage du territoire peut se présenter au centre administratif, sis au 7525, chemin de Chambly, Saint-Hubert, (Québec) entre 9h et 12h et 13h et 16h du lundi au vendredi, jusqu'au 10 juillet 2017 ou sur le site Web de la commission scolaire à www.rsb.qc.ca. NOTE: This notice is also available in English on the school board website and at the Administrative Centre.

Le projet de division est le suivant :

No de la circonscription électorale	Municipalités	Nombre d'électeurs
1	<p>Comprend les municipalités suivantes : Contrecoeur (V), Calixa-Lavallée (M), La Présentation (M), Massueville (VL), Sorel-Tracy (V), Varennes (V), Verchères (M), Saint-Aimé (M), Sainte-Anne-de-Sorel (M), Saint-Antoine-sur-Richelieu (M), Saint-Bernard-de-Michaudville (M), Saint-Charles-sur-Richelieu (M), Saint-David (M), Saint-Denis-sur-Richelieu (M), Saint-Gérard-Majella (P), Saint-Joseph-de-Sorel (V), Saint-Jude (M), Saint-Louis (M), Sainte-Marie-Madeleine (P), Sainte-Madeleine (VL), Saint-Marcel-de-Richelieu (M), Saint-Ours (V), Saint-Robert (M), Saint-Roch-de-Richelieu (M), Sainte-Victoire-de-Sorel (M), Mont-Saint-Hilaire (V), Saint-Barnabé-Sud (M), Saint-Damase (M), Saint-Dominique (M), Saint-Hyacinthe (V), Saint-Hugues (M), Saint-Jean-Baptiste (M), Saint-Liboire (M), Saint-Pie (V), Saint-Simon (M), Saint-Valérien-de-Milton (M), Sainte-Hélène-de-Bagot (M), Sainte-Julie (V), Saint-Amable (M), Saint-Marc-sur-Richelieu (M), Saint-Mathieu-de-Beloil (M), Beloil (V) et McMasterville (M).</p> <p>Comprend aussi la partie de la Municipalité de Yamaska située sur le territoire de la commission scolaire.</p>	2 051
2	<p>Comprend la partie de la Ville de Longueuil qui correspond à l'arrondissement du Vieux-Longueuil, excluant la partie de cet arrondissement située au sud-ouest de l'échangeur des boulevards Taschereau (route 134) et Sir-Wilfrid-Laurier (route 116).</p> <p>Comprend aussi une partie de la Ville de Longueuil située dans l'arrondissement de Saint-Hubert et délimitée comme suit : la partie de cet arrondissement située au nord du boulevard Sir-Wilfrid-Laurier (route 116).</p>	1 931
3	<p>Comprend les municipalités suivantes : Boucherville (V), Saint-Bruno-de-Montarville (V) et Saint-Basile-le-Grand (V).</p> <p>Comprend aussi la partie de la Ville de Carignan enclavée au nord du ruisseau Massé (secteur de la place Antoine-Forestier et des rues Jean-De Fonblanche et Antoine-Forestier).</p>	2 493
4	<p>Comprend les municipalités suivantes : Chambly (V), Marieville (V), Mont-Saint-Grégoire (M), Rougemont (M), Sainte-Angèle-de-Monnoir (M), Richelieu (V) Saint-Mathias-sur-Richelieu (M) et Otterburn Park (V).</p> <p>Comprend aussi la Ville de Carignan, excluant la partie de cette Ville enclavée au nord du ruisseau Massé (secteur de la place Antoine-Forestier et des rues Jean-De Fonblanche et Antoine-Forestier).</p> <p>Comprend également une partie de la Ville de Longueuil située dans l'arrondissement de Saint-Hubert et délimitée comme suit : la partie de cet arrondissement située à l'est de l'autoroute de l'Acier (30).</p>	2 046

5	<p>Comprend la Ville de Saint-Lambert.</p> <p>Comprend aussi une partie de la Ville de Longueuil située dans l'arrondissement du Vieux-Longueuil et délimitée comme suit : la partie de cet arrondissement située au sud-ouest de l'échangeur des boulevards Taschereau (route 134) et Sir-Wilfrid-Laurier (route 116).</p>	1 831
6	<p>Comprend une partie de la Ville de Longueuil située dans l'arrondissement de Saint-Hubert et délimitée comme suit : la partie de cet arrondissement située à la fois au sud du boulevard Sir-Wilfrid-Laurier (route 116) et à l'ouest de l'autoroute de l'Acier (30).</p>	2 699
7	<p>Comprend une partie de la Ville de Brossard délimitée comme suit : en partant d'un point situé à la rencontre du boulevard Lapinière et de la limite municipale nord, la limite municipale nord, est et sud, les boulevards Taschereau (route 134) et Lapinière jusqu'au point de départ. Le territoire précédemment décrit correspond aux secteurs municipaux A, B, C, I, J, L, M, N, O, X et Y.</p>	2 894
8	<p>Comprend une partie de la Ville de Brossard délimitée comme suit : en partant d'un point situé à la rencontre de la limite municipale nord et du boulevard Lapinière, ce boulevard, le boulevard Taschereau (route 134), la limite municipale sud, ouest et nord jusqu'au point de départ. Le territoire précédemment décrit correspond aux secteurs municipaux P, R, S, T, V et W.</p>	2 748
9	<p>Comprend les municipalités suivantes : Delson (V), Sainte-Catherine (V), Saint-Constant (V), Candiac (V), Saint-Rémi (V), Saint-Isidore (P), Saint-Michel (M), Saint-Édouard (M) et Saint-Mathieu (M).</p>	2854
10	<p>Comprend la partie de la Ville de Longueuil qui correspond à l'arrondissement de Greenfield Park.</p>	2 374
11	<p>Comprend les municipalités suivantes : La Prairie (V), Saint-Jean-sur-Richelieu (V), Saint-Philippe (V), Saint-Jacques-le-Mineur (M), Lacolle (M), Napierville (M), Sainte-Anne-de-Sabrevois (P), Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix (M), Saint-Valentin (M), Saint-Alexandre (M) et Saint-Blaise-sur-Richelieu (M).</p> <p>Comprend aussi la partie de la Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville située sur le territoire de la commission scolaire.</p>	2 466

John McLaren, secrétaire général

Donné à Saint-Hubert (Québec)
11 janvier 2018

Projet de division de circonscription électorale du territoire de la Commission scolaire Riverside

